

PIERRE MAUROY ET LE RENOUVEAU DE LA GAUCHE

1971-1981



PIERRE MAUROY **ET LE RENOUVEAU** **DE LA GAUCHE**

1971-1981

Actes du colloque
organisé le 20 octobre 2022

Photo de couverture :
Pierre Mauroy, 1971
© Fondation Jean-Jaurès - MPG

SOMMAIRE

Ouverture

- 5 **Bernard DEROSIER**
Replonger dans l'histoire pour franchir une nouvelle étape
- 9 **Henri NALLET**
Comment l'action conduite dans sa jeunesse a préparé Pierre Mauroy à son rôle de Premier ministre

Table-ronde

- 17 **Jean-Marc GUISLIN**
Pierre Mauroy, acteur majeur du renouveau de la gauche (1971-1981)
- 63 **Jean-Marc AYRAULT**
Pour Pierre Mauroy, un préalable : l'unité des socialistes
- 69 **Jean PEYRELEVADE**
Réaffirmer une gauche réformiste française
- 75 **Ernst STETTER**
Les exigences d'une rénovation de la gauche en Europe
- 81 **Boris VALLAUD**
L'alternative heureuse de progrès qui change la vie, c'est le socialisme

Conclusion

- 105 **Patrick KANNER**
A la mémoire de Pierre Mauroy : Au travail !

OUVERTURE

/ **BERNARD DEROSIER**

Co-président de l'Institut Pierre Mauroy

REPLONGER DANS L'HISTOIRE POUR FRANCHIR UNE NOUVELLE ÉTAPE

Chers amis, au nom de l'Institut Pierre Mauroy, je suis heureux de vous accueillir pour ce colloque que nous consacrons cette année au renouveau de la gauche dans la période 1971-1981. Ceux qui pensaient que cette rencontre porterait sur la période actuelle pourront faire les rapprochements qu'ils veulent par la suite. Mais là, nous nous replongeons dans l'histoire.

Mes premiers mots seront pour vous remercier d'être présents.

Je tiens à remercier surtout Henri Nallet qui, au nom de la Fondation Jean-Jaurès, nous accueille cet après-midi, ce qui nous permet de nous retrouver à la Cité Malesherbes, un lieu historique pour un certain nombre d'entre nous, et pour moi en particulier.

Je remercie aussi Laurent Joffrin, journaliste, à qui nous avons demandé d'être le modérateur de cette rencontre. Je ne sais pas s'il sera modéré

pour autant. Il assumera sa responsabilité comme il l'entend. Laurent Joffrin est non seulement journaliste mais il est aussi à l'origine d'un club, d'un mouvement de réflexion, d'une organisation : « Engageons-nous », l'objectif étant de créer ensemble les conditions du renouveau de la gauche. Belle ambition. Nous sommes sans doute ici, toutes et tous, à la partager. Il est aussi à l'initiative, avec Michel Destot, que je salue, et Jean-Christophe Cambadélis, du « Lab de la social-démocratie » dont, je pense, nous entendrons parler dans les semaines et les mois à venir.

Je veux remercier les intervenants, et sans qu'il y ait de hiérarchie, je vais commencer par le Premier ministre, Jean-Marc Ayrault, qui nous fait le plaisir d'être avec nous et de témoigner tout à l'heure.

Je veux saluer tout particulièrement Boris Vallaud, président du groupe socialiste à l'Assemblée nationale qui exerce une mission importante dans la période actuelle. Même si on replonge dans la période d'il y a cinquante ans, nous parlerons sûrement du rapprochement avec les années 2022 et suivantes.

Je veux remercier Ernst Stetter, Jean Peyrelevade et bien sûr Jean-Marc Guislin, historien, qui introduira ce colloque.

Je dois excuser Michel Thauvin, mon alter ego à la présidence de cet Institut Pierre Mauroy, qui est empêché pour de légers problèmes de santé, mais qui ne peut pas être avec nous. D'autres personnes m'ont demandé également qu'on excuse leur absence, je citerai Thierry Mérel, Martine Filleul, Thierry Leleu.

Changer la vie, un objectif encore d'actualité

Vous êtes nombreuses et nombreux à connaître l'institut Pierre Mauroy. Notre objectif depuis que nous l'avons créé en 2013 dans les mois qui ont suivi la disparition de Pierre Mauroy, est de mieux faire connaître, en regard de l'histoire, l'action de Pierre Mauroy en tant que Premier ministre mais aussi dans les autres responsabilités qu'il a exercées et de tirer un maximum d'enseignements de son action.

Vous trouverez des informations sur le site internet de l'IPM et sur le réseau social Facebook dont Thierry Pfister a bien voulu s'occuper.

Nous disposons aussi d'une bourse pour des travaux universitaires consacrés à l'action politique de Pierre Mauroy et nous organisons tous les ans un colloque¹ sur un thème d'action privilégiée de Pierre Mauroy. Ces rencontres sont un lieu d'échange et de réflexion dont nous publions les Actes. Donc tout ce que vous direz aujourd'hui ne sera pas retenu contre vous, mais sera publié.

Aujourd'hui c'est la période 1971-1981, qui est une partie importante de l'histoire des socialistes, sur laquelle nous nous penchons, même s'il ne s'agit pas seulement de nous regarder dans un miroir mais de réfléchir aux conséquences ou aux enseignements que peut nous apporter la manière dont le Parti socialiste, en 1971, a pu, à partir du congrès d'Épinay, se bâtir une image dans l'opinion qui a conduit à la victoire de 1981 sur la base d'un programme. L'objectif étant à l'époque de « changer la vie », ce qui demeure encore d'actualité.

Toutes celles et tous ceux, je l'ai dit, qui voudront faire un rapprochement avec l'actualité pourront le faire ! Nous sommes en effet au lendemain d'élections importantes - présidentielle et législatives - qui ont donné des résultats que je ne considère pas comme un succès. On a connu mieux mais il faut faire avec. Et nous sommes à la veille d'un congrès du Parti socialiste dont j'espère qu'il nous permettra de franchir une nouvelle étape.

Après ces propos introductifs au nom de l'Institut, je donne tout de suite la parole à Henri Nallet chez qui nous sommes, qui va faire quelques références à sa rencontre avec Pierre Mauroy. Ensuite, Laurent Joffrin animera le débat.

1 - Notamment sur la décentralisation en 2015, l'Europe en 2016, sur le parti socialiste en 2017, sur la vie syndicale et associative en 2018, sur l'international en 2019-2020, sur le premier gouvernement d'union de la gauche qui a suivi la victoire de 1981 en 2021.

/ **HENRI NALLET**

Ancien président de la Fondation Jean-Jaurès

COMMENT L'ACTION CONDUITE DANS SA JEUNESSE A PRÉPARÉ PIERRE MAUROY À SON RÔLE DE PREMIER MINISTRE

Merci de ces quelques mots d'introduction.

Je voudrais d'abord vous saluer, vous souhaiter la bienvenue à la Fondation Jean-Jaurès qui est en quelque sorte doublement concernée aujourd'hui d'abord par le sujet abordé dans ce colloque et ensuite parce qu'elle reçoit des personnes qui vont parler de celui qui a créé la Fondation Jean-Jaurès. Nous sommes ici, dans cette salle de réunion, grâce à Pierre Mauroy. C'est lui qui a voulu que la Fondation retrouve les vieux locaux de la SFIO, et leur redonne vie.

Le gauchisme radical dans les mouvements chrétiens

Je voudrais simplement, à cette occasion, témoigner de ma rencontre avec Pierre Mauroy et de ce qu'elle a été pour moi. Je sais qu'on se demande quelquefois pourquoi Pierre Mauroy a voulu que je lui succède, moi, Henri Nallet.

En fait j'étais entré à la Fondation Jean-Jaurès, si je puis dire, dans le « contingent » de Lionel Jospin, dont j'étais proche. Mais j'avais une relation bien plus ancienne avec Pierre Mauroy que peu de gens connaissaient. C'est cette relation, cette histoire en commun que je veux évoquer parce qu'elle explique la suite.

Elle remonte à la deuxième partie des années 1960, 1964-1965. J'étais alors secrétaire général de la Jeunesse étudiante chrétienne (JEC). C'était un mouvement d'action catholique spécialisée, déjà assez à gauche, voire à l'extrême gauche, à ce moment-là. Pierre Mauroy, lui, était le président du Conseil français des mouvements de jeunesse. Je me permets d'insister sur ce point parce que dans vos écrits sur Pierre Mauroy, que j'ai lus, vous ne citez jamais le Conseil français des mouvements de jeunesse. Or, de mon point de vue, cette responsabilité exercée dans ce Conseil par Pierre a été fondamentale. Il y a joué un rôle très important, reconnu, respecté et il avait une forme d'autorité sur tous ces mouvements.

Nous avons appris à travailler avec lui parce que c'était facile, parce qu'il était accueillant, parce qu'il était cultivé, parce qu'il savait beaucoup de choses. Il nous apportait du calme, une mise en perspective qui nous faisait défaut parce que nous étions des jeunes gens non pas la tête brûlée mais enfin... En effet, à l'époque, beaucoup de ces jeunes chrétiens, formés par ces mouvements auxquels je fais référence, allaient chercher leur inspiration non pas chez des prêtres français mais chez des théologiens gauchistes d'Amérique latine. Je pense, par exemple à Frei Betto qui justifiait son engagement à l'ultra gauche par le chapitre 25 de Saint Mathieu. Il dit : « j'ai eu faim et vous m'avez donné à manger, j'étais étranger et vous m'avez accueilli, j'étais en prison et vous êtes venus me voir ». A la fin des années 60, on retrouvait une forme de « gauchisme » dans tous les mouvements chrétiens.

Je vous cite encore un autre théologien parce qu'il était très connu, très respecté par les jeunes de notre génération, le pasteur Georges Casalis qui fut résistant en 1945 et qui écrivait : « les slogans de mai contiennent une multitude de rappels et d'échos de l'Évangile ». Cela justifiait notre engagement !

L'emballlement de la jeunesse

En France, ces positions conduisent à des crises. En Amérique latine cela donne ce que l'on a appelé la « théologie de la libération ». Ainsi, la JEC est influencée par un théologien, Gustavo Gutiérrez, qui prône, lui, « l'option préférentielle pour les pauvres ». Cela ne pousse pas à adhérer à la SFIO ! Cela infuse plutôt du marxisme et de la lutte des classes dans l'Église, ce qui est évidemment inacceptable par les évêques. Nous sommes mis à la porte avec perte et fracas parce que dans l'Église catholique il n'est pas nécessaire de faire des congrès pour trancher ce type de conflit. Il suffit de prendre une décision en haut et elle descend. Je suis donc éjecté de toutes les responsabilités que j'exerçais, ce qui me permet d'ailleurs de devenir, je le signale pour sourire avec vous, rédacteur permanent de l'hebdomadaire *Réforme*. Je suis libre, je deviens journaliste politique.

Au fond, j'ai assisté, en 1964-1965, à l'explosion de ces vieilles structures et au mélange idéologique qui va marquer la prochaine période. Je voudrais juste en donner un petit écho - pour vous faire encore sourire - de ce qu'a été le bouillonnement des années 1964-1981. Ainsi, avec, notamment, les étudiants protestants et les « Italiens » (anti-staliniens) de l'Union des Étudiants Communistes (UEC), les exclus de la JEC, dont j'étais, créent le Centre de recherche et d'intervention révolutionnaire (CRIR). Nous n'avons pas fait la révolution mais le fait d'appeler ainsi ce Centre était symbolique.

On se lance aussi dans la presse de masse. Nous avons créé, avec la Bonne Presse et le Mouvement rural de la jeunesse chrétienne (MRJC), le journal *Rallye Jeunesse*, auquel j'avais beaucoup participé, tiré à plus de soixante-dix mille exemplaires et qui présentait tous les thèmes « révolutionnaires » évoqués au nom de la justice sociale.

Il y a eu ensuite ce que j'appelle une forme d'emballlement des mouvements de jeunesse, c'est-à-dire un rapprochement entre l'UEC, très importante, parce que ses membres étaient ouverts, intelligents et

cultivés, la revue *Le Semeur*, parce qu'il est animé par des jeunes protestants qui, eux non plus, n'avaient pas froid aux yeux et la JEC. Une revue formidable de l'époque qui s'appelait *Actuel* alimentait tout l'ensemble. Toute cette jeunesse s'agite dans les années 60-65-66-67, juste avant 68. Je donne quelques noms qui vous parlent, du moins à certains d'entre vous : Pierre Kahn, qui est mort il y a peu de temps, Antoine Griset, Michel Antoine Burnier, Frédéric Bon. Je cite encore Jean Baubérot, Jean-Luc Nancy, le philosophe Jean-François Hérouard et bien d'autres... C'est un moment très riche, que j'évoque devant vous parce qu'on écrit, on publie, on fait sortir plusieurs revues. Je pense en particulier au *Semeur*, à *Actuel*, mais aussi à *Témoignage chrétien*, *Esprit*, *Frères du monde*. On fait aussi de la politique au PSU, avec Michel Rocard. C'est très simple, on est chez nous, on parle fort et nous sommes certains de l'emporter sans tarder...

L'engagement international et européen de Pierre Mauroy

Alors Pierre Mauroy là-dedans ? J'ai déjà dit qu'on n'insiste pas assez sur la responsabilité qui a été celle de Pierre Mauroy à la tête du Conseil français des mouvements de jeunesse. Or, cela a été extrêmement important. Il représentait un mouvement que vous connaissez tous, Léo Lagrange, et il retrouvait les mouvements laïcs, les guides et les scouts qui étaient à ce moment-là assez ouverts, et les boutefeus des mouvements étudiants. Je donne quelques noms : Marie-Thérèse Chéroutre qui était la patronne des Guides et qui était une agrégée d'histoire ouverte, Aline Coutreau et René Rémond qui étaient professeurs à Sciences Po. De plus, René Rémond avait été secrétaire général de la JEC au lendemain de la Libération et était pour nous une référence.

Tout ce petit monde travaillait ensemble, échangeait. Pierre Mauroy était au milieu de ces intellectuels et de ces militants, je peux en témoigner, très à l'aise, parlant avec les uns et les autres qu'il respectait et qui le respectaient.

J'ai évoqué sa bonhomie, sa gentillesse, mais je crois que cela allait beaucoup plus loin. C'était un fédérateur. C'est de cela dont je voudrais témoigner devant vous. Cela tient à sa culture politique dans laquelle s'y mêlait de la philosophie et à son estime de l'autre, où des chrétiens exigeants se retrouvaient très facilement. Avec lui on était chez nous, il n'y avait pas de trouble. Et je veux en témoigner, en affirmant - parce que je suis un des rares qui peut le faire - que c'est Pierre Mauroy qui a entraîné le MRJC de la Bretagne au PS. Et je sais comment cela s'est fait, et quelques-uns le savent aussi et ça a été bien utile pour les événements de 1981...

Et puis, il y a une dimension de l'engagement politique de Pierre Mauroy que l'on ne souligne pas assez, c'est son internationalisme. Il était vraiment internationaliste dans toute cette génération qui a eu les plus grandes responsabilités. Il est, à mon sens, le plus international de tous. Il se passionne pour la construction européenne. Cet engagement international n'était pas un petit quelque chose de plus, c'était une vraie dimension de sa philosophie politique.

Au fond, ce que je voulais vous dire, c'est que dans cette partie de la jeunesse de Pierre Mauroy, avant qu'il ne prenne les grandes responsabilités au PS, puis à la tête du gouvernement, il y avait déjà la préparation de son rôle de Premier ministre. Parce que toute sa vie, il a rassemblé. Je crois qu'il a rejeté toutes les formes d'exclusions.

Il était ouvert, il était accueillant, il pouvait parler avec les autres. Cela lui a permis de favoriser grandement la victoire de 1981. En effet, beaucoup d'entre nous sont allés appuyer les manifestations et les élections de 1981 par l'intermédiaire des mouvements de jeunesse. Certains d'entre nous l'ont fait aussi par le PSU, mais certainement pas par la SFIO.

Un dernier point pour conclure. Il a tenu une ligne européenne à l'intérieur du PS qui l'a toujours distingué des autres. J'ai été le responsable Europe du Parti socialiste. Le seul alors qui soutenait constamment, dans les réunions du bureau national, les positions européennes, c'était Pierre Mauroy. Je veux lui rendre hommage à un moment où malheureusement nos successeurs sont en train de fermer la porte. Merci

TABLE-RONDE

/ **LAURENT JOFFRIN**

Modérateur

Journaliste, président de l'association « Engageons-nous »

Bonjour à tous. Je suis très heureux d'être parmi vous cet après-midi. Nous sommes réunis pour parler de l'action de Pierre Mauroy mais bien sûr, nous allons élargir notre propos puisque nous allons parcourir ensemble les dix années qui ont séparé le congrès d'Épinay de la victoire de la gauche, de 1971 à 1981. Dix années qui ont changé la gauche, puis le pays et qui sont l'objet de notre intérêt aujourd'hui.

Faire le parallèle avec ce qui se passe aujourd'hui

À l'époque - souvenir personnel - j'étais militant à la 18^e section de Paris du Parti socialiste. J'ai donc vécu cette période à la base, et j'en éprouve, je le confesse, une certaine nostalgie. C'était une période d'engagement et une période d'espoir. L'engagement existe toujours, l'espoir un peu moins... À ce moment, l'avenir était à nous. Nous travaillions dans l'idée d'une « rupture avec le capitalisme » - idée lointaine et incertaine - mais surtout avec l'espoir de voir la gauche se redresser, se construire et finalement remporter le suffrage d'une majorité de nos concitoyens pour mettre en œuvre le programme pour lequel nous militions avec ferveur. C'est le premier attrait de cette discussion : retracer cet itinéraire vers la

victoire, comprendre comment cela s'est passé et même apprendre des choses nouvelles sur cette histoire puisque l'Institut a aussi une fonction de retour sur le passé. Mais il s'agit aussi de faire un parallèle avec ce qui se passe aujourd'hui. Il y a sûrement, dans ce rappel, des leçons à tirer pour l'action de la gauche aujourd'hui, pour les idées que nous devons défendre et pour la stratégie que nous devons mettre en œuvre.

Nous essaierons donc, avec nos intervenants, d'aborder ces deux points : un récit et une analyse historique d'un côté, de l'autre une réflexion sur ce que peut faire la gauche aujourd'hui, comment elle peut se renforcer ou, plus exactement, se rétablir.

Notre discussion va s'organiser en trois séquences : une séquence d'exposé, qui sera celui de Jean-Marc Guislin, professeur émérite à l'Université de Lille. Nous aurons ensuite notre débat avec quatre intervenants : Jean-Marc Ayrault, Jean Peyrelevade, Ernst Stetter et Boris Vallaud, soit deux témoins qui ont vécu de très près la période concernée, une vision sociale-démocrate européenne et la nouvelle génération avec un héritier qui porte brillamment l'héritage. Enfin, Patrick Kanner assurera la conclusion.

Je vais d'abord passer la parole à Jean-Marc Guislin.

JEAN-MARC GUISLIN

Professeur émérite, Université de Lille, UMR CNRS 8529

PIERRE MAUROY, ACTEUR MAJEUR DU RENOUVEAU DE LA GAUCHE (1971-1981)

La décennie 1971-1981 constitue pour le Parti socialiste une marche vers le pouvoir depuis le congrès d'Épinay, en juin 1971, lors duquel François Mitterrand affirme d'entrée de jeu : « Je souhaite que ce parti prenne le pouvoir », jusqu'à la victoire du 10 mai 1981 qui est « celle des forces de la jeunesse, des forces du travail, des forces de la création, des forces du renouveau qui se sont rassemblées dans un grand élan national » (10 mai, 22 h 27, Château-Chinon) en vue de « réaliser la nouvelle alliance du socialisme et de la liberté » (21 mai 1981, Palais de l'Élysée). Avant cela, il a fallu faire l'unité des socialistes, puis l'union de la gauche et acquérir une crédibilité pour proposer aux Français une force politique d'alternance, œuvre à laquelle Pierre Mauroy, longtemps numéro 2 du PS, a grandement participé et qu'il évoque largement dans ses *Mémoires*¹ qui ont été une source majeure et qui seront fréquemment cités (références indiquées au fil du texte). Que dit-il lui-même de cette période

1 - Pierre Mauroy, *Mémoires*. « Vous mettez un peu de bleu au ciel », Paris, Plon, 2003, notamment des pages 101 à 159.

décisive pour le PS et la gauche ? : « Au cours de ces dix années il fallut beaucoup de constance, beaucoup d'abnégation, beaucoup d'optimisme [...] En ce qui me concerne, aux côtés de François Mitterrand, j'y ai consacré une part essentielle de ma vie politique » (p. 113).

Cette période, qui s'étend de la fin des « Trente Glorieuses » au début des « Vingt Piteuses » caractérisées par la stagflation et le chômage de masse, de l'apogée de la « détente » au début de la « guerre fraîche », de la détérioration de l'image de l'URSS et du socialisme au début du cycle néolibéral, de la désunion des gauches et de la domination de la droite et du centre à leur désunion et au triomphe de la gauche en France, est majeure dans l'évolution du xx^e siècle.

L'étude de cette importante séquence de la vie politique française débutera par la construction du parti socialiste qui doit être un parti fort à vocation majoritaire. Elle présentera ensuite les progrès réalisés à chaque scrutin, depuis les élections législatives de 1973 jusqu'à l'élection présidentielle de 1981, qui amènent à un rééquilibrage de la gauche au bénéfice du PS au grand mécontentement du PCF qui préfère rompre l'alliance. Cette première place acquise à gauche rassure de nombreux Français car les communistes en recul font moins peur. Elle contribue également à la crédibilité croissante du PS, objet de la troisième partie qui envisagera tour à tour la gestion locale par des élus socialistes, l'ouverture à l'international (informations, relations) et la récupération des milieux culturels à l'initiative notamment de Jack Lang.

I - La construction d'un parti fort ou les bases du succès

Avant l'examen de cette édification, il convient d'évoquer la marche vers l'unité des socialistes entre 1969 et 1971 qui fut « fort longue à réaliser » selon P. Mauroy (p. 99) et se déroula en trois actes : I Alfortville ; II Issy-les-Moulineaux ; III Épinay.

A - De Puteaux à Issy-les-Moulineaux (décembre 1968-juillet 1969)

1 - Une situation alarmante :

Puteaux, Alfortville (décembre 1968-juin 1969)

Au départ, les socialistes se trouvent dans une situation défavorable, et Pierre Mauroy parle d'une « marche arrière de l'histoire » (p. 91) à l'automne 1968, avec une chambre introuvable, une gauche affaiblie (peu de députés)², divisée [particulièrement entre Guy Mollet, leader de la SFIO et François Mitterrand président de la Convention des Institutions républicaines (CIR) et de la Fédération de la Gauche démocratique et socialiste (FGDS, regroupant la SFIO, le Parti radical, la CIR)], et discréditée. Toutefois, le futur maire de Lille estime qu'« on peut observer des signes avant-coureurs de la fin du gaullisme » (comme la déclaration de Georges Pompidou à Rome en janvier 1969) et que, « malgré son échec électoral, la gauche a le vent en poupe » (p. 91) culturellement, et socialement dans la suite du mouvement de mai 68³. La fusion SFIO / FGDS se heurte à l'hostilité entre leurs deux leaders, à la volonté de Guy Mollet de préserver la SFIO alors que les conventionnels (CIR) montrent un esprit offensif. Mais les choses bougent à l'automne 1968 : le 7 novembre François Mitterrand démissionne de la présidence de la FGDS et dans le même temps Guy Mollet annonce qu'il ne se représente pas à la direction de la SFIO qui doit se rénover. En décembre, au congrès socialiste extraordinaire de Puteaux, Pierre Mauroy présente l'acte de

2 - La FGDS en juin 1968 totalise 16,5 % (recul de 2,2 % par rapport à 1967) et remporte 57 sièges (recul de 64) ; le PCF totalise 20% (recul de 2, 4 %) et remporte 34 sièges (recul de 39).

3 - Ce jugement est confirmé par Jacques Julliard : « Le mouvement de Mai... a réconcilié le socialisme avec la liberté, à commencer par la liberté de penser. Il n'est donc pas illogique, dans ces conditions, que le gauchisme libertaire de 1968 ait bénéficié à terme au seul courant politique capable d'en exploiter les effets, à savoir la social-démocratie » (Jacques Julliard, *Les gauches françaises. 1762-2012 : Histoire, politique, imaginaire*, Paris, Flammarion, 2012, p. 799).

dissolution de la SFIO et il est prévu qu'un congrès constitutif doit se réunir avant le 1^{er} mars 1969. Le conseiller général du Cateau, qui préside le collectif national d'organisation du nouveau parti, décide de se tenir prêt à succéder au député-maire d'Arras.

Mais le calendrier est perturbé en raison du referendum (sur la régionalisation et la réforme du Sénat) d'avril 1969 où la gauche tout entière se prononce pour le non, de la démission du général de Gaulle et de l'élection présidentielle des 1^{er} et 15 juin où la gauche combat dans un désordre sans précédent (multiplicité des candidatures : Gaston Defferre (SFIO), Jacques Duclos (PCF), Alain Krivine (LCR), Michel Rocard (PSU)) et où la SFIO est écrasée (Gaston Defferre, dont la candidature n'a pas fait l'unanimité, ne remporte que 5 % des suffrages exprimés).

Le 4 mai, le congrès d'Alfortville avait désigné Gaston Defferre et décidé la transformation de la SFIO, qui a fusionné avec l'UCRG (Union des clubs pour le renouveau de la gauche) d'Alain Savary, en NPS (Nouveau Parti socialiste qui compte environ 70 000 membres), avec Pierre Mauroy comme secrétaire à la coordination, ainsi chargé « de faire naître le nouveau parti » (p. 99) qui semble attirer « de jeunes gens de grands talents, tels Jean-Pierre Cot ou Dominique Taddei » (p. 102). Le congrès nécessaire pour appliquer les décisions d'Alfortville est réuni très rapidement sur la pression de Guy Mollet alors que Pierre Mauroy voudrait « gagner du temps » (p. 101).

2 - Issy-les-Moulineaux, un faux départ pour le NPS (juillet 1969)

Il se tient entre le 11 et le 13 juillet 1969 à Issy-les-Moulineaux où l'UGCS (Union des groupes et clubs socialistes) de Jean Poperen se joint aux groupes unifiés. « Fixer l'orientation du parti, développer à l'intérieur d'un parti socialiste nouveau et fort la confrontation des idées à partir d'une doctrine commune » sont les objectifs prioritaires que Pierre Mauroy assigne alors au NPS (p. 101). L'opinion qui prévaut est que dans la perspective du dialogue nécessaire avec le PCF, puisque l'élection présidentielle a montré qu'« un nombre significatif d'électeurs SFIO s'était

finalement rallié [à lui] » (p. 100), le NPS devrait « devenir au moins son égal » (p. 103). Mais ce n'est qu'un faux départ pour le NPS dont le leader Alain Savary - et non Pierre Mauroy comme il était attendu - manque de charisme, d'autorité et de troupes.

Selon le conseiller général du Cateau, le parti s'ennuie et ne peut se régénérer de lui-même. Il souhaite « un électrochoc, une véritable refondation, mettant définitivement hors jeu les vieilles équipes » (p. 107), qui passe par l'union derrière François Mitterrand. Avec ses amis politiques, il patiente et commence à « engager dans le secret une manœuvre subtile » (p. 106-107) qui triomphe au congrès d'Épinay.

B - Le congrès d'Épinay

Le congrès d'Épinay, du 11 au 13 juin 1971 (ch.6, p. 101-112) officiellement congrès d'unification des socialistes, 58^e congrès ordinaire du parti, entérine l'adhésion de la CIR, mais aussi de démocrates-chrétiens comme Robert Buron et du club « Vie nouvelle » au Parti socialiste.

1 - « Le congrès d'Épinay s'est préparé dans la dissimulation » (p. 107)

C'est dans la préparation de ce congrès que Pierre Mauroy noue des liens plus étroits avec le leader de la CIR qu'il connaît et estime, depuis 1965. Le député de la Nièvre doit argumenter contre ses propres troupes (CIR, environ 10 000 adhérents) qui sont très unionistes et veulent un accord avec le PCF. À l'automne 1970, la stratégie du congrès s'ébauche : la CIR doit rejoindre le NPS. Le règlement des problèmes statutaires, d'intégration et des contentieux est confié à une « délégation pour l'unité des socialistes » présidée par Nicole Questiaux (p. 107). Lors de déjeuners réguliers réunissant Pierre Mauroy, François Mitterrand, Roland Dumas, Georges Dayan, Gérard Jaquet et parfois Gaston Defferre, on prépare le terrain, on affine la stratégie autour de quelques questions essentielles :
– quel premier secrétaire ? François Mitterrand ne souhaite pas le devenir car il n'apprécie pas l'aspect bureaucratique de la fonction et a une

- « vision présidentielle de l'action politique » (p. 108). Il ne veut pas d'Alain Savary qu'il juge trop dépendant de Guy Mollet. En secret, on s'entend sur le nom de Pierre Mauroy ;
- quelle majorité ? Le problème est délicat car les différents soutiens à la fusion NPS-CIR sous la houlette de François Mitterrand manquent de cohérence : sur certains points il y a proximité entre Alain Savary et François Mitterrand et divergence entre François Mitterrand et Gaston Defferre, idem entre les conventionnels et les socialistes... ;
 - combien de motions ? Afin d'éviter un choc frontal, il est décidé qu'il n'y aura pas de motion unique derrière François Mitterrand mais plusieurs, correspondant à la diversité des approches et permettant de possibles alliances.

2 - Un congrès confus avec le coup de théâtre du vote final

Comme l'écrit Pierre Mauroy, ce congrès, dont « les débats ne portent pas sur des enjeux idéologiques mais bien sur le pouvoir dans le parti et sur les alliances »⁴, « fut mal compris par l'opinion et décrié par la presse » (p. 114).

Six motions principales sont présentées au congrès et se partagent le vote des 90 179 inscrits. François Mitterrand « approuve la démarche d'union de la gauche menée par la direction du PS, mais non la méthode pour y parvenir qu'il juge timide et naïve [...]. Il propose de dynamiser le PS afin de rééquilibrer la gauche »⁵ dans la perspective d'un accord politique et programmatique, et non pas idéologique (comme le souhaitent Alain Savary et Guy Mollet), avec le PCF dont l'électorat populaire est indispensable à la conquête du pouvoir, tâche qu'il assigne au PS. Selon

4 - « Le congrès d'Épinay », *Dictionnaire historique de la vie politique française au XX^e siècle*, sous la direction de Jean-François Sirinelli, Paris, PUF, 1995, article rédigé par Hugues Portelli (p. 219-221, p. 220).

5 - Serge Berstein, Jean-Pierre Rioux, *La France de l'expansion 2. L'apogée Pompidou 1969-1974*, Nouvelle Histoire de la France contemporaine n° 18, Paris, Seuil, Coll. Points Inédit Histoire, 1995, p. 86.

Alain Bergougnoux et Gérard Grunberg, c'est l'extériorité de François Mitterrand au courant socialiste qui lui permet de dépasser toutes les contradictions qui paralysent le parti depuis sa naissance⁶.

Pour prendre la tête du parti, le patron de la CIR doit trouver l'appui de différents groupes car la motion de ses amis (Louis Mermaz, Claude Estier) « renforcée d'une partie des troupes de Pierre Mauroy (Robert Pontillon) »⁷ n'obtient que 15 % des voix. Il va le trouver paradoxalement à droite, auprès de Pierre Mauroy et Gaston Defferre (30 %) et à gauche, auprès du CERES (Centre d'études, de recherches et d'éducation socialiste). Les puissantes fédérations du Nord et des Bouches-du-Rhône sont hostiles à Guy Mollet⁸ et donc à Alain Savary, mais également méfiantes envers le PCF voire hostiles. Le courant de Jean-Pierre Chevènement et Didier Motchane, marxisant, est favorable à l'union de la gauche et à un programme commun de gouvernement avec les communistes. La motion de cette coalition, rédigée par Jean-Pierre Chevènement, « à la tonalité très révolutionnaire, faisant explicitement référence à l'union de la gauche et à un programme commun de gouvernement »⁹ emporte 43 926 mandats contre 41 757 à la motion Savary. La fédération du Nord, emmenée par Pierre Mauroy a mis tous ses mandats sur la motion favorable à Mitterrand alors qu'Augustin Laurent aurait préféré qu'elle les répartisse sur les deux mais le maire de

6 - Alain Bergougnoux, Gérard Grunberg, *Le long remord du pouvoir. Le parti socialiste français, 1905-1992*, Paris, Fayard, 1992, p. 265-274, cité par S. Berstein et J.-P. Rioux, *op. cit.*, p. 86

7 - Hugues Portelli, *op. cit.*, (note 4), p. 220.

8 - La rupture avec Guy Mollet fut définitive et douloureuse. Lors des obsèques du maire d'Arras en 1975, comme le rappelle Bernard Roman : « La famille a refusé la présence de Pierre Mauroy, qui a même été empêché de saluer le corps, lui déclarant qu'il n'était pas un ennemi mais un traître, alors que lui-même conservait un immense respect pour le militant avec lequel il avait été en accord et en désaccord », Bernard Roman, dans « La Table ronde sur Pierre Mauroy, l' élu local militant, le regard des grands témoins », *Pierre Mauroy passeur d'avenirs ?*, Jérôme Dupuis et Maryvonne Prévot (dir.), Villeneuve-d'Ascq, Presses Universitaires du septentrion, 2020, p. 67-75, p. 74.

9 - Hugues Portelli, *op. cit.*, (note 4), p. 221.

Lille s'est absenté et a laissé carte libre au conseiller général du Cateau. À Épinay, François Mitterrand explique que l'établissement de la démocratie économique s'appuie sur la théorie de la lutte des classes ainsi que sur l'action révolutionnaire du prolétariat. Il parle de rupture avec le capitalisme, qui est une révolution et affirme solennellement : « Celui qui n'accepte pas la rupture [...] avec la société capitaliste, celui-là, je le dis, il ne peut être adhérent du Parti socialiste ».

Dans les jours qui suivent, sont désignés les principaux responsables. Normalement, Pierre Mauroy doit être élu premier secrétaire, mais il se heurte au veto d'Augustin Laurent qui n'a pas aimé sa manœuvre et estime qu'il ne peut cumuler cette fonction avec celle, prochaine, de maire de Lille. Finalement, Pierre Mauroy réussit à convaincre François Mitterrand d'accepter cette haute responsabilité avec cet argument : « le premier des socialistes dans le pays doit prendre la responsabilité d'être le premier dans le parti » (communiqué à l'AFP, cité p. 112). Le 16 juin, François Mitterrand est élu premier secrétaire et Pierre Mauroy secrétaire à la coordination soit numéro 2 du PS qui « s'engage alors dans la décennie qui va le mener au pouvoir » (p. 102)

C - La construction du parti de 1971 à 1973

1 - Les principaux rouages

Pour les socialistes, il s'agit de créer « un parti original au sein de la démocratie française, porteur d'une volonté de changement, dont il parviendra à faire partager l'espérance à une majorité de citoyens » (p. 113). Le changement est perceptible au niveau de la méthode, des générations. Il est une adaptation « aux mœurs de la V^e République, à la médiatisation de la vie publique » (p. 115), une réponse au besoin de modernité, de débats, d'ouverture, contrastant avec une SFIO peu encline à la diversité et tenant les jeunes en lisière. C'est une période de renouveau excitante, de foisonnement d'idées nouvelles, voire de surenchères, que la direction du PS s'efforce d'endiguer tout en se

montrant imaginative et constructive, ce qui séduit particulièrement les journalistes.

Le PS fonctionne bien malgré le peu de goût du premier secrétaire pour les problèmes administratifs, matériels ou humains d'où l'importance du... secrétaire à la coordination qui a une responsabilité politique et administrative et veille à la bonne marche du parti en général dont les principales instances sont :

- le Bureau exécutif désigné à la proportionnelle, réuni une fois par semaine, le mercredi soir ;
- le Comité directeur : instance délibérative entre les congrès, réuni tous les deux mois ;
- le Secrétariat national : chargé de la mise en œuvre des décisions et dont la composition reflète les équilibres d'Épinay (puis des autres congrès), « délicat attelage que [Pierre Mauroy allait] devoir, semaine après semaine, coordonner, animer, diriger » (p. 116). Il préside le bureau exécutif et le secrétariat national en l'absence de FM, il présente des rapports introductifs, il a son mot à dire dans les désignations ;
- le Congrès, moment fort de la vie du parti, normalement réuni tous les deux ans : juin 1973, Grenoble, la majorité d'Épinay est élargie ; février 1975, Pau, le CERES bascule dans la minorité, Michel Rocard intègre le bureau exécutif ; juin 1977, Nantes, Michel Rocard entre dans la majorité ; avril 1979, Metz, Michel Rocard et Pierre Mauroy dans la minorité, retour du CERES dans la majorité, octobre 1981, Valence.

La gestion du personnel du parti échappe à Pierre Mauroy ; elle est confiée à Pierre Joxe, un proche de François Mitterrand. Les relations entre les deux Pierre sont tendues, voire conflictuelles : Pierre Joxe veut plus d'efficacité, Pierre Mauroy ne veut pas de chamboulement. Pierre Joxe songe à créer une section CGT parmi le personnel traditionnellement attaché à FO. En 1973, Pierre Joxe quitte le secrétariat national.

Le financement est assuré par les cotisations et par la création de bureaux d'études qui plus tard causeront bien des soucis au PS.

Le parti dispose d'une presse renouvelée : *L'unité* (hebdomadaire, 1972-1986, directeur Claude Estier), *Le Poing et la Rose* (mensuel, 1972-1992), *Combat socialiste*, le mensuel des entreprises (1971-1981), *Riposte* (quotidien, septembre 1979-juin 1980), *La Nouvelle revue socialiste* (NRS, culture, doctrine, action), centrée sur les questions idéologiques.

Le parti se dote également d'un logo, le poing et la rose, en 1972.

En mai 1975, le PS quitte la cité Malesherbes pour s'installer 7 bis place du Palais-Bourbon, se rapprochant d'un des hauts lieux du pouvoir puis rue de Solferino en 1980.

2 - Le programme commun

Conformément à la motion votée à Épinay, le PS devrait signer avec le PCF un programme commun de gouvernement pour le mois de juin 1972. Le délai est bref car il faut que le document soit prêt pour les élections législatives de mars 1973.

C'est une alliance programmatique et seulement programmatique voulue par François Mitterrand et le CERES. « Le dialogue ne doit pas être mené à partir de thèmes imprécis d'un débat idéologique. Il portera sur les problèmes concrets d'un gouvernement ayant mission de mettre en œuvre les transformations de la société »¹⁰. Il rencontre l'opposition de certains : d'anciens de la SFIO (derrière Guy Mollet et le groupe « Bataille socialiste » ; des personnalités hostiles au PCF comme André Chander-nagor, souvent maires, à la tête d'une coalition de Troisième Force (Gaston Defferre à Marseille, André Delelis à Lens, Arthur Notebart à Lomme, Max Lejeune à Abbeville¹¹). Pierre Mauroy rappelle que « de nombreuses arrière-pensées accompagnent cette volonté d'union »

10 - François Mitterrand, « Le chemin le plus court » dans *Le Nouvel Observateur*, 21-27 juin 1971.

11 - Max Lejeune est exclu du PS en décembre 1972, peu après il fonde le MDS (Mouvement démocrate et socialiste) puis rejoint la majorité giscardienne. Voir Julien Cahon, « Max Lejeune. Du socialisme réformiste au centrisme réformateur » in *Politique, culture, société*, n° 14, mai-août 2011 (revue numérique).

(p. 119), François Mitterrand lui-même déclarant au chancelier autrichien Kreisky devant le conseil de l'Internationale socialiste vouloir inverser le rapport de force avec le PCF au moment même où le Programme commun va être signé. Le PS compte faire évoluer le PCF, y favoriser le courant réformiste. Le PCF pour sa part espère que cet accord le sortira de l'isolement, lui conférera une image démocratique et rendra crédible son éventuelle participation au pouvoir. Le climat de détente internationale est également un facteur favorable à ce rapprochement.

Avant cela, le PS doit préciser ses propres options - comme le PCF l'a fait avec son programme *Changer de cap* (octobre 1971) - en préparant son propre projet dont se charge un groupe d'experts : Albert Gazier, Pierre Ury, Jean Deflassieux, Michel May. La rédaction du texte final intitulé *Changer la vie, manifeste du PS pour un programme de gouvernement* est confiée à Jean-Pierre Chevènement selon la volonté du Premier secrétaire qui veut ainsi signifier au PCF que le PS est bien à gauche. Pierre Mauroy le qualifie de « cocktail d'étatisme, de décentralisation, d'autogestion » (p. 120). Il est adopté lors de la convention de Suresnes les 11-12 mars 1972 en même temps que la non remise en cause de la construction européenne ainsi que l'adhésion à l'Internationale socialiste. Ces deux derniers points sont passés à une courte majorité, signe selon lui, des « premières fractures d'un parti prompt à glisser vers de graves dérives gauchistes » (p. 120).

Dans le Préambule de *Changer la vie*, François Mitterrand écrit : « La révolution de 1789 a fondé la démocratie politique en France. Le socialisme de 1973 jettera les bases de la démocratie économique. La démocratie économique existera quand les richesses appartiendront à ceux qui les créent, quand les hommes [...] seront maîtres des décisions [...] quand la satisfaction des besoins de tous primera sur le profit de quelques-uns ».

Ainsi, la Révolution française est à parachever et c'est la mission du socialisme qui se veut aussi le défenseur de la justice sociale, des droits

individuels et collectifs. Pour transformer la société, il faut une puissante organisation politique, ce que doit être le PS. Ce programme se caractérise par son maximalisme puisqu'il repose sur les idées de rupture avec le capitalisme, d'instauration d'une démocratie économique mettant fin à l'exploitation de l'homme, grâce à l'union de la gauche¹². C'est la stratégie d'Épinay qui permet d'unir les différentes tendances au sein du PS, « de rendre crédible une éventuelle union avec le PCF et de séduire un électorat populaire plutôt attiré jusque-là par ce dernier »¹³. La coalition qui a porté François Mitterrand à la tête du PS est hétéroclite. Il convient donc pour la cimenter mais aussi pour donner une nouvelle identité au PS et renouveler son image, d'ancrer bien à gauche le nouveau parti.

Les négociations entre PS et PCF sont perturbées par le référendum européen (adhésion à la CEE de quatre États dont le Royaume-Uni) du 23 avril 1972. La gauche estime que le président Pompidou veut faire éclater ses divisions, le PCF étant hostile à la construction européenne alors que le PS y est favorable. Georges Marchais voudrait imposer le non. Habilement, François Mitterrand se prononce pour l'abstention ; le piège est évité, le PS emporte un relatif succès électoral puisque l'abstention s'élève à près de 40 % des Inscrits et la négociation peut se poursuivre avec les communistes.

Elles ont commencé dès l'automne 1971, sont devenues plus formelles après la convention de Suresnes (mars 1972), avec cinq commissions qui se réunissent alternativement aux deux sièges des deux partis. François Mitterrand n'y participe pas « afin de conserver une capacité globale d'arbitrage » (p. 121), Pierre Mauroy non plus, mais en contact avec

12 - Il prévoit d'importantes nationalisations. « Il envisage même la possibilité de nationaliser une entreprise « à la demande des travailleurs intéressés » » (« Le Programme commun de gouvernement », *Dictionnaire historique de la vie politique française au XX^e siècle*, op. cit., article rédigé par Robert Vandembussche (p. 853-855, p. 854).

13 - Nancy Zaccardi, *Les idéaux socialistes de François Mitterrand. 1971-1981 : idéologie et stratégie politique*, mémoire de maîtrise sous la direction de Jean-François Sirinelli, Univ. Charles-de-Gaulle – Lille 3, 1997, p. 46.

Roland Leroy, il veille au respect de quelques principes : garantie du cadre démocratique (alternance politique), acceptation de la construction européenne, maintien du cadre général de l'économie de marché. Les travaux s'enlisent, on butte sur le SMIC, sur les nationalisations qui, pour le PS, ont une fonction économique mais aussi politique pour le PCF selon lequel « l'entreprise nationalisée devient le support de l'exécution d'un "programme démocratique" »¹⁴. Le PS estime qu'elles doivent concerner le secteur bancaire et financier, les entreprises en situation de monopole, assurant un service public ou bénéficiant de subventions publiques et de commandes d'État (armement) ; le PCF souhaite y ajouter d'importants groupes industriels où « la CGT est puissante » (p. 122). François Mitterrand s'agace. Finalement, un protocole d'accord est établi entre Mauroy et Leroy « sur la liste des groupes à nationaliser en laissant en blanc les filiales » (p. 122).

Signé le 12 juillet 1972, le Programme commun développe quatre axes : vivre mieux, changer la vie : hausse du SMIC, des prestations sociales et des pensions, réduction du temps de travail (semaine de 39 heures, retraite à 60 ans) ; démocratiser l'économie : nationalisations, planification, rénovation du droit du travail ; démocratiser les institutions, garantir et développer les libertés : abolition de la peine de mort, scrutin proportionnel pour l'élection des députés, abrogation de l'article 16, quinquennat présidentiel, décentralisation ; contribuer à la paix et développer la coopération internationale : réforme de l'armée, désarmement nucléaire, dissolution du pacte de Varsovie et de l'OTAN, soutien à la CEE, possibilité d'autodétermination des DOM-TOM, aide au développement des pays pauvres, soutien aux mouvements indépendantistes.

Le Programme commun dont certains, même à gauche, critiquent le marxisme classique, l'inadaptation à la crise économique, qui n'est pas temporaire mais structurelle, « permet de légitimer les ambitions de

14 - Robert Vandenbussche, *op. cit.*, p. 854.

conquête du pouvoir et de bâtir une alternative socialiste, démocratique en opposition au système capitaliste libéral »¹⁵. Il est également signé par le Mouvement des Radicaux de gauche de Robert Fabre quelques mois plus tard. Le nombre d'adhérents au PS ne cesse d'augmenter - 71 441 en décembre 1970, 92 232 en décembre 1972, 150 000 au milieu des années 1970¹⁶ -, ce qui semble signifier qu'ils sont séduits par le discours d'Épinay et l'alliance avec le PCF, ce que confirment les résultats des élections.

II - Une constante progression électorale malgré les vicissitudes de l'union de la gauche et les tensions internes

A - Des résultats électoraux flatteurs et encourageants

1 - Une forte poussée (1973-1977)

Elle est enregistrée dès les élections législatives des 4 et 11 mars 1973 qui effacent le recul de 1968. PS et MRG : 20,71 %, 102 députés (1967, FGDS : 18,7 %, 121 députés). PCF : 21,40 % 73 députés (1967 : 22,5 %, 73 députés).

15 - Nancy Zaccardi, *op. cit.*, p. 53.

16 - Les adhérents pour une grande part (surtout après les élections locales victorieuses de 1977) [sont des] élus locaux et issus largement de la fonction publique (surtout enseignante) et des nouvelles classes moyennes salariées » (« Le PS », *Dictionnaire historique de la vie politique française au XX^e siècle*, *op. cit.*, article rédigé par Hugues Portelli (p. 867-872, p. 869). En 1985, les adhérents du PS sont majoritairement des hommes (79 %), âgés de 30 à 49 ans (54 %), diplômés de l'Université ou des Grandes Écoles (39 %), des enseignants (*lato sensu*, 26 %) et des cadres supérieurs (19 %) ; il n'y a que 10 % d'ouvriers et 10 % d'employés (Claude Dargent, Henry Rey, « Sociologie des adhérents socialistes », *Cahiers du Cevipof*, décembre 2014/59, p. 5-70). Franz-Olivier Giesbert confirme ces chiffres en écrivant : « Déjà coupé du peuple, le PS était en train de devenir, dès la fin des années 1970, un parti d'enseignants, cadres, avocats où se retrouvait la crème des cols blancs de la CIR » (*Histoire intime de la V^e République. La Belle Époque*, Paris, NRF Gallimard, octobre 2022, p. 312).

La percée n'est pas spectaculaire, mais le résultat est meilleur que celui de la FGDS en 1967 (en pourcentage) et très proche du PCF, le rééquilibrage semble bien amorcé. François Mitterrand confie à Pierre Mauroy « la mission de discipliner les troupes » du groupe parlementaire socialiste à l'Assemblée nationale, ce qui confirme son « rôle essentiel » au sein du PS.

Cette tendance est confirmée lors de l'élection présidentielle de 1974 (5-19 mai). Pierre Mauroy « considère qu' [elle] a été une des plus enthousiastes et des mieux menées que nous ayons connues » (p. 126). François Mitterrand a bénéficié de l'absence de candidat communiste, de l'activisme de Rocard, du ralliement de gaullistes de gauche (Jean-Marcel Jeanneney...)

Résultats : 1^{er} tour, Mitterrand : 42,25 % (10 836 402 voix), majorité absolue dans 11 départements, en tête dans 77 (sur 95 en métropole) ; 2nd tour, 49,19 % (12 740 985 voix), en tête dans 40 départements.

Pierre Mauroy se souvient que « sur le moment, la défaite est vue comme un nouveau départ » et il est frappé par la confiance de François Mitterrand qui déclare quelques jours après : « ce qui n'a pas été possible cette fois, le sera la fois prochaine. Il faut dès maintenant rebondir et se préparer pour les prochaines élections » (p. 126).

Les élections locales de 1976 et 1977 consacrent une large victoire de l'union de la gauche dans l'ensemble du pays et tout particulièrement du PS.¹⁷ Aux élections cantonales de 1976 (7-14 mars), l'union de la gauche remporte 51,49% des suffrages exprimés, 15 présidences (41), dont 26,28 % pour le PS [22,82 % pour le PCF] qui gagne 194 sièges et 8 présidences (27). Ce résultat aggrave et précipite la crise au sein de la majorité. Déjà en 1973, le PS avait bien progressé (+ 8%, + 160 sièges, mais perte de 5 présidences (19).

17 - Frédéric Sawicki, dans « la Table ronde sur Pierre Mauroy, l'élu local militant, le regard des grands témoins », *Pierre Mauroy passeur d'avenirs ?*, op. cit., (note 8), p. 67-75, p. 68.

Les élections municipales de 1977 (13-20 mars) consacrent une large victoire de l'union de la gauche dans l'ensemble du pays. Le total des voix de gauche s'élève à 50,8 %, ce qui constitue un succès historique. La majorité, elle, recule fortement à 41,9 % des voix en moyenne. Sur les 221 communes de plus de 30 000 habitants, 153 reviennent à la gauche (+ 57) dont 72 (+ 22) au PCF et 81 au PS (+ 35, avec MRG et Divers gauche). Le succès est moindre dans les communes de moins de 9 000 habitants. La progression du PS est spectaculaire dans l'Ouest où il bénéficie d'une partie croissante du vote des catholiques (Angers, Brest, La Roche-sur-Yon, Cherbourg dès le 1^{er} tour ; Alençon, Nantes, Rennes, Saint-Herblain, Saint-Malo au 2nd), un peu moins ailleurs (Castres, Pessac, Aurillac, Le Creusot, Roanne, Romans, Valence, Saint-Priest, Villefranche-sur-Saône, Épinal, Schiltigheim, Villeneuve-d'Ascq, Meaux, Beauvais, Chartres, Dreux, Conflans-Sainte-Honorine, Mantes-la-Jolie, Meaux dès le 1^{er} tour ; Belfort, Bourg-en-Bresse, Chambéry, Villeurbanne, Mâcon, Saint-Chamond, Hyères, Montpellier, Albi, Angoulême, Poitiers, Tourcoing au 2nd). Cette victoire profitant au sein de la gauche d'abord au PS, les tensions se renforcent entre lui et le PCF. L'Union de la gauche est rompue (22 septembre 1977) et sa dynamique électorale enrayée.

2 - Des progrès moindres après 1977

Les élections législatives de 1978 (12-19 mars) sont une déconvenue pour la gauche qui y va désunie (pas d'accord de désistement avant le premier tour) et pour le PS. Certes, le 12 mars, la gauche est en première position avec 50,2 % des suffrages exprimés, cependant, c'est moins que ce que les sondages avaient prévu. Le PS et le MRG avec 24,95% devancent pour la première fois le PCF qui avec 20,61 % est relégué à la 4^e place derrière l'UDF (23,89 %) et le RPR (22,84 %). Malgré un accord de désistement signé le 13 mars, l'union de la gauche est nettement battue par la majorité sortante (291 sièges) qui a bénéficié d'une extraordinaire mobilisation (18,75 % et 15,24 % d'abstentions). La gauche recule à 49,36 %, même si le PCF gagne 13 sièges (86) et le

PS et apparentés 12 (114). Malgré le succès de quelques « sabras » (membres de la jeune génération) comme Laurent Fabius ou Paul Quilès, la déception est grande, les candidats communistes n'ont pas fait le plein des voix de gauche du premier tour, victimes de la lutte qui n'a cessé de s'envenimer entre PCF et PS. Michel Rocard estime qu'il faut changer de discours, mais il échoue dans sa tentative de prendre le contrôle du parti lors du congrès de Metz (avril 1979) qui se tient quelques semaines avant les élections européennes.

Les élections européennes du 7 juin 1979 confirment les résultats de 1978 : stabilité pour le PCF (20,6%), léger tassement pour le PS (23,7 %) qui perd la première place au profit de l'UDF (27,4 %) tandis que le RPR recule de plus de 4 points. « Pour la première fois depuis longtemps, le PS ne progressait pas et le PCF put avoir le sentiment que lui tenir la dragée haute était finalement payant »¹⁸.

Entre temps les cantonales de 1979 n'ont enregistré qu'une légère progression du PS qui, il est vrai partait de très haut : + 0,37 %, + 22 sièges, + 6 présidences ; en outre, cette consultation électorale ne concernait pas les mêmes cantons que ceux de 1976. Les scores réalisés par les socialistes sont donc liés aux relations avec les communistes qui, elles-mêmes, sont à mettre en rapport avec l'évolution du PS.

B - Des relations délicates avec le PCF

1 - « L'union est un combat » (1975, Étienne Fajon) (1972-1977)

Tout au long de cette période, après les élections législatives de 1973, les relations sont fraîches entre les deux partis et ne vont cesser de se dégrader.

18 - Jean-Jacques Becker, avec la collaboration de Pascal Ory, *Crises et alternances 1974-1995*, Nouvelle Histoire de la France contemporaine no 19, Paris, Seuil, Coll. Points Inédit Histoire, 1998, p. 163-164.

Que reprochent les communistes aux socialistes, quelles sont leurs craintes ?

En 1973, le report des voix s'est surtout fait du PC vers le PS.

Au cours de la campagne présidentielle de 1974, François Mitterrand ne fait aucune référence au Programme commun et s'éloigne publiquement de « la stratégie de rupture avec le capitalisme » qu'il présuppose¹⁹. Le plan économique présenté le 18 avril, établi avec le concours notamment de Michel Rocard et Jacques Attali, apparaît plus *raisonnable* que celui du programme commun. De plus, les socialistes mettent l'accent sur l'autogestion qui « tend à brouiller les références idéologiques définies à Épinay »²⁰ et peut inquiéter le PCF partisan de la centralisation et de l'étatisme. Les partisans de l'autogestion reçoivent du renfort, à l'automne 1974, lors des Assises du socialisme avec l'entrée au PS des rocardiens, de la « deuxième gauche », plus réservée sur l'alliance avec le PCF que de nombreux dirigeants et militants attachés au discours d'Épinay. Bien plus, au congrès de Pau (31 janvier-2 février 1975), les mitterrandistes s'allient aux rocardiens, tandis que les chevènementistes du CERES, « principal point de convergence entre PS et PCF »²¹ sont rejetés dans la minorité.

L'année 1975 marque le début de la crispation entre les deux formations. Le 10 février, Georges Marchais, dans une conférence de presse, affirme que François Mitterrand lui paraît de plus en plus « sûr de lui et dominateur ». Bientôt, la « dérive droitière » du PS est dénoncée, François Mitterrand déclarant sur France Inter le 9 avril 1976 : « La gauche ne prépare pas un changement radical de la société [...] Son action tendra à accroître la liberté d'entreprendre au lieu de supprimer l'économie de marché ». Toutefois, les socialistes, qui ne veulent pas aggraver les tensions, gardent le silence ou répondent modérément car

19 - Robert Vandebussche, *op. cit.*, p. 854.

20 - Nancy Zaccardi, *op. cit.*, p. 63.

21 - *Ibid.*, p. 76.

l'union de la gauche et le Programme commun sont absolument nécessaires pour accéder au pouvoir.

Le mécontentement et les interrogations du PCF augmentent. Il est dépassé aux élections cantonales de 1976 et municipales de 1977 par le PS dont les électeurs sont moins disciplinés que les siens. Est-il de son intérêt d'exercer, en second rôle, le pouvoir avec le PS, Valéry Giscard d'Estaing restant à l'Élysée, en temps de crise économique, avec le risque de devoir cautionner une politique réformiste dommageable à son identité et à sa popularité ? À l'extérieur, au Portugal, PS et PCF soutiennent des solutions différentes ; avec le PCUS (dont il dépend), les rapports sont délicats (tensions en 1976 à propos de l'eurocommunisme ; rappel à l'ordre en mars 1977). Doit-il demeurer fidèle au mouvement communiste international ou s'intégrer plus complètement dans la politique française ? En 1977, Georges Marchais semble privilégier la première option quand il demande, en avril, l'actualisation du programme commun (modalités et calendrier d'application). Le 17 mai 1977, lors du sommet de la gauche, le PCF se montre exigeant. Le 11 septembre à la fête de *L'Humanité*, Georges Marchais dénonce « la position antiunitaire » du PS²². Voudrait-il en finir avec l'union de la gauche ? À ce sujet, François Mitterrand écrit en 1977 : « Je n'ai pas été surpris par la crise actuelle, même si j'en ignorais le moment. L'Union de la gauche, pour l'emporter, pour s'imposer devait passer par deux phases. La première, facile, harmonieuse, correspondait à la période où les communistes n'imaginaient pas le rééquilibrage possible. La deuxième, heurtée, douloureuse, était fatale dès que les socialistes étaient devenus la première force politique française. Nous y sommes. »²³

22 - *Crises et alternances 1974-1995, op. cit.*, p. 141.

23 - Cité par Alain Bergounioux et Gérard Grunberg, « L'Union de la gauche et l'ère Mitterrand (1965-1995) », *Histoire des gauches en France*, sous la direction de Jean-Jacques Becker et Gilles Candar, *Volume 2 XX^e siècle : à l'épreuve de l'histoire*, Paris, La Découverte, 2004, p. 275-294, p. 282.

2 - « La rupture offre paradoxalement au PS une chance supplémentaire d'accéder au pouvoir »²⁴ (1977-1981)

La crise économique rend certains points du Programme commun inapplicables et les trois partis signataires estiment qu'il convient de le réactualiser. Les négociations sont âpres notamment sur l'étendue des nationalisations, la politique sociale, la défense nationale, l'organisation du pouvoir politique et aboutissent à la rupture du 22 septembre 1977. Pour Roger Martelli, le PCF ne pouvait que rompre car « il y avait « un abîme infranchissable » entre la lecture socialiste du Programme commun dont le but était de réformer la société française en tenant compte des contraintes de la crise économique, et la lecture communiste qui était d'établir de profondes réformes structurelles qui changeraient cette société ». Ce fossé est « avivé », selon Gérard Vincent, par les différences entre les états-majors des deux partis (à dominante ouvrière d'un côté, anciens élèves de l'ENA, enseignants et employés des services publics de l'autre) et par la profonde méfiance réciproque qu'ils se témoignaient »²⁵. Les échanges sont virulents, surtout de la part du PCF [« Le PS a procédé à un virage à droite » (Georges Marchais, à TF1, 6 octobre 1977) ; « Il ne faut pas compter sur nous pour aller au gouvernement pour gérer la crise dans l'intérêt du grand capital » (Georges Marchais devant le Comité central du PCF, 10 novembre 1977)]. Les socialistes qui doivent « tenir bon » (François Mitterrand) continuent de garder le silence ou d'éviter de faire monter davantage la tension [« Les socialistes détiennent les clés de la victoire de la gauche. Les communistes détiennent les clés de la défaite » (François Mitterrand en conférence de presse, 10 décembre 1977)]²⁶ et se montrent « unitaires pour deux ». Mais le climat à gauche est délétère et contribue à l'échec de 1978. Toutefois, à l'étonnement de

24 - Robert Vandebussche, *op. cit.*, p. 855.

25 - Roger Martelli, *Communisme français*, p. 218 et Gérard Vincent, *Les Français, 1976-1979*, p. 52, cités dans *Crises et alternances 1974-1995, op. cit.*, p. 145.

26 - Ces trois dernières citations sont reprises de *Crises et alternances 1974-1995, op. cit.*, p. 144.

beaucoup, cette rupture n'entrave pas la marche du PS vers le pouvoir : désormais plus puissant à gauche et plus crédible que le PCF, il est plus à même de rassembler « un électorat soucieux de changement mais qu'une pression communiste trop forte pourrait inquiéter »²⁷.

François Mitterrand estime alors que le PCF est seul responsable de la rupture puis de l'échec de 1978. Pour mieux en persuader l'opinion, le PS doit se montrer irréprochable sur sa gauche d'où les changements intervenus au congrès de Metz. Ainsi, évidemment, les vicissitudes des rapports avec le PCF ne sont-elles pas sans répercussions sur le PS.

C - Tensions internes et variations idéologiques

Après un large accord autour de la stratégie d'union de la gauche dont l'élection présidentielle de 1974 « constitue l'apogée »²⁸, le PS connaît plusieurs inflexions que l'on peut rassembler en deux phases : 1974-1978, 1978-1981.

1 - 1974-1978

Cette période est marquée par une volonté d'ouverture, un certain modérantisme politique et la promotion de l'autogestion. Dès 1973 au congrès de Grenoble est exprimé le souhait d'une ouverture du front de classe vers le secteur tertiaire (cadres, ingénieurs, techniciens). Cet appel à l'élargissement révèle l'ambiguïté de la réalité sociologique du PS.

Le discours de François Mitterrand lors de la campagne électorale de 1974 (déjà évoqué) n'est plus exactement le même que celui d'Épinay : intégration du thème de la liberté à son programme (« Des hommes plus libres, Une société plus juste, Une monnaie plus forte, Un peuple plus fraternel, Une France plus présente »), plan économique en retrait, accent mis sur l'autogestion. Dans le but d'élargir l'auditoire du PS, qui fait

27 - Robert Vandenbussche, *op. cit.*, p. 855.

28 - « Le PS (Parti socialiste) » Hugues Portelli, *op. cit.*, p. 869.

pratiquement jeu égal avec le PCF, le candidat socialiste semble s'éloigner d'une politique de rupture, vouloir se contenter d'améliorer la société telle qu'elle est en en proposant une transformation gradualiste.

Selon Pierre Mauroy (p. 128-129), le Programme commun n'a pas été accepté, il effraye certains. « Il faut [donc] offrir aux Français une sorte de garantie que celui-ci serait appliqué de manière modérée : le renforcement du PS était au cœur de cette stratégie » (p. 128). Après le rassemblement réalisé à Épinay, il faut s'élargir vers « l'électorat modéré et parfois progressiste », offrir un nouveau visage du socialisme, séduire... Le maire de Lille incite ses camarades à liquider le contentieux historique avec les catholiques tandis que la CFDT (Jacques Chérèque, Edmond Maire), le PSU (Michel Rocard, Jean Le Garrec) sont approchés notamment chez André Salomon (« vieux briscard des luttes anticoloniales »). Cette ouverture se heurte à la réserve, pour ne pas dire l'hostilité, de Jean-Pierre Chevènement (très à gauche et qui redoute la concurrence de Rocard) et des anciens conventionnels qui ne veulent déplaire au PCF. François Mitterrand hésite puis franchit le pas avec les Assises du socialisme dont Pierre Mauroy parle avec émotion : « Pour la première fois depuis la guerre d'Algérie le monde socialiste se retrouvait sinon uni derrière un projet, en tout cas déterminé à s'engager dans une même direction ». Il s'efforce de trouver un équilibre respectueux des convictions de chacun sans cacher que de grandes questions restent en débat. Le premier secrétaire tient compte des réticences exprimées par certains : Michel Rocard adhère mais n'obtient pas de poste au secrétariat national comme il l'espérait, Jacques Delors demeure dans l'ombre. Mais les Assises du socialisme engagent « un processus de rassemblement qui assure la prééminence du PS » (p. 130) à gauche. Elles sont aussi l'acte de naissance d'une double culture au PS : le courant d'Épinay et le courant des Assises (« deuxième gauche ») qui s'estime mieux en symbiose avec les mutations de la société française, deux cultures présentées par Michel Rocard au congrès de Nantes (17-19 juin 1977), l'une jacobine, centralisatrice, étatique, nationaliste, protectionniste, l'autre décentralisatrice, régionaliste.

Au congrès de Pau (31 janvier – 2 février 1975) l'alliance entre François Mitterrand et Michel Rocard rejette le CERES dans la minorité (désaccord à propos de la situation portugaise et de l'attitude à avoir vis-à-vis du PCF). Cette entente, qui n'est pas sans méfiance réciproque, durera jusqu'en 1978-1979. Toutefois, dans un premier temps, on assiste au rapprochement CERES-Rocardiens notamment pour la rédaction des *15 thèses sur l'autogestion* (juin 1975). « Le programme économique du PS en 1975 place l'État au cœur de sa politique de redressement en tant que régulateur de la vie économique (planification, nationalisations) et en tant que garant d'un service public fort tandis que l'autogestion permet de limiter la dérive étatique »²⁹ conformément à la volonté du Premier secrétaire d'incarner un socialisme de son temps, de satisfaire les nouvelles couches moyennes de la société.

C'est à partir de ce moment que se mettent en place les modalités de fonctionnement interne du PS qui est structuré en courants politiques emmenés, chacun, par un des principaux leaders du parti.

Malgré les tensions avec le PCF, le PS garde un discours unitaire et lorsque le PCF demande l'actualisation du Programme commun, François Mitterrand souhaite que l'actualisation se fasse rapidement, que le Programme commun et l'union de la gauche soient maintenus.

La rupture avec le PCF en septembre 1977 constitue une crise idéologique et stratégique, confirmée par l'échec aux élections législatives de mars 1978 après lequel les dirigeants du PS se disputent.

2 - 1978-1981

Michel Rocard, dès le 19 mars déclare qu' « il n'y a pas de fatalité à l'échec de la gauche ». Il prône une réorientation signifiant changement de méthode et démarche autonome ; six mois plus tard, 17 septembre 1978, il affirme : « sans doute un certain style politique, un certain archaïsme

29 - Nancy Zaccardi, *op. cit.*, p. 102-103.

sont condamnés. Il nous faut parler plus vrai, plus près des faits ». Cette attaque resserre les rangs des Mitterrandiens derrière leur chef qui estime qu'il faut garder la même stratégie. Déjà le 23 juin, ils ont confirmé leur soutien dans la « Déclaration des Trente » (Louis Mermaz, Charles Hernu, Claude Estier, Pierre Joxe, Lionel Jospin...). Selon eux, si le PCF combat le PS, c'est qu'il n'est « pas suffisamment positionné à gauche... qu'il est devenu un parti social-démocrate » *dixit* Pierre Mauroy (p. 136). Ce texte satisfait le CERES mais inquiète le maire de Lille parce qu'il « légitime l'attitude des communistes, dénature un socialisme original et réaliste », divise le PS dont il redoute « une dérive gauchiste » (p. 136-137). Rapidement le PS renoue avec un vocabulaire maximaliste. Le 8 juillet le député de la Nièvre déclare, en comité directeur, « Là où est la propriété, là est le pouvoir », et dans *L'Express* du 14-21 octobre, il rejette la social-démocratie. Pierre Mauroy est partagé entre sa fidélité et son affection pour François Mitterrand, son amitié et sa proximité avec Michel Rocard. Il constate tristement : « Le climat interne du PS s'assombrissait... Le cœur n'y était plus. Chacun vivait replié sur son secteur et pensait manifestement à l'échéance à venir, le congrès de Metz » (p. 138). Le Premier secrétaire a conscience qu'il faut mettre un terme aux divisions, d'autant que les élections européennes approchent et qu'il est dommage de ne pas profiter des divisions de la droite. Gaston Defferre prend l'initiative de réunir François Mitterrand et Pierre Mauroy chez lui, à Aix-en-Provence (19 décembre 1978) mais l'accord envisagé n'est pas mis en œuvre. Rocard annonce que si les motions minoritaires étaient victorieuses à Metz, lui-même serait candidat à l'élection présidentielle et Pierre Mauroy deviendrait premier secrétaire. Le maire de Lille n'est pas d'accord et décide présenter sa propre motion, intitulée « Socialisme et réalités » (qui va être le nom de son courant)³⁰. François Mitterrand,

30 - Cf. Jean-Marc Guislin, « Premier ministre, le moment le plus important de la carrière de Pierre Mauroy », *Pierre Mauroy Premier ministre ou la passion de gouverner à gauche*, Paris, Institut Pierre Mauroy, février 2022, p. 13-39.

de son côté, multiplie les déplacements dans les petites et moyennes fédérations. « L'affrontement au sein du PS fait rage » (p. 143) et ce n'est pas un hasard si le maire de Lille parle des « épines de Metz » (p. 135) où la majorité issue du congrès de Pau se disloque. Ce faisant, en semblant désigner déjà son candidat à la future élection présidentielle, le PS devient un parti présidentiel qui accepte désormais les institutions de la Cinquième République.

Au congrès de Metz (avril 1979), malgré le vibrant appel de Pierre Mauroy à l'unité, celle-ci est rompue. La motion du Premier secrétaire remporte 40% des voix, devant celles de Rocard (20 %), du CERES (20 %) et de Mauroy (14 %). L'accord entre Mitterrand et le CERES permet d'établir une majorité stable, de mettre Michel Rocard à l'écart (mais aussi Pierre Mauroy qui a fait alliance avec lui après avoir hésité) et de réancrer le PS à gauche comme en témoignent ces propos de François Mitterrand [« Le socialisme historique a les sources multiples que nous évoquions dans notre motion, mais il y a celle de Marx et je m'élève en faux, pour peu que je connaisse quelque chose à l'histoire, contre [l'équation] Marx = le Goulag » (6 avril 1979 à Metz)] ou ce commentaire des animateurs du CERES : « À Metz, le succès de la coalition Mauroy-Rocard eût mis un point final à la tentative de faire du PS l'instrument d'une politique de classe[...] C'eût été le renoncement des socialistes au socialisme [...] C'eût été le champ libre laissé au règne sans partage de l'idéologie dominante [...] c'eût été l'accélération irrésistible de la marginalisation de masse de couches sociales, de régions entières et de notre pays lui-même sous l'emprise du capitalisme mondial³¹ » .

Le PS revient à sa première période (1971-1973) : relance de la consommation par la demande intérieure, croissance forte, planification, nationalisations... Le Projet socialiste pour les années 1980, dont la rédaction est confiée à Jean-Pierre Chevènement, met en avant une véritable

31 - *Repères* (avril-mai 1979), cité par Nancy Zaccardi, *op. cit.*, p. 111-112.

idéologie de gauche dans la ligne d'Épinay que l'on retrouve également dans le Manifeste présenté au congrès de Créteil le 24 janvier 1981 lors duquel François Mitterrand est désigné officiellement candidat du PS à l'élection présidentielle et où la rupture avec le capitalisme (« Fût-il autogestionnaire, le socialisme ne fera pas l'impasse sur la stratégie de rupture ou bien il périra ») fait bon ménage avec l'antiaméricanisme et la « guerre culturelle ». Ces thèmes sont plus ou moins repris dans les *110 propositions pour la France* développées en 4 chapitres : La paix : une France ouverte sur le monde ; L'emploi : la croissance sociale par la maîtrise de l'économie ; La liberté : des femmes et des hommes responsables ; La France : un pays libre et respecté. Son contenu doctrinal avancé, inspiré par le CERES [« Quant à notre conception du socialisme, je la crois « plus avancée » plus engagée que la social-démocratie, mais elle n'a évidemment rien à voir avec le modèle soviétique » (François Mitterrand, *Le Nouvel Observateur*, 5 mai 1981)]² est bien loin du slogan « La force tranquille » et du « rassemblement populaire » préféré à l'union de la gauche³³.

Malgré les relations exécrables avec le PCF [Georges Marchais : « la discipline républicaine est une formule périmée » ; « si François Mitterrand entrait à l'Élysée, il ferait la même politique que Valéry Giscard d'Estaing » (Fête de *L'Humanité*, 13 septembre 1980)]³⁴, les évolutions idéologiques, les modifications de majorité et l'importance des rivalités au sein du PS, François Mitterrand est élu président de la République le 10 mai 1981. Pierre Mauroy, avec lequel François Mitterrand n'a pas

32 - Pierre Mauroy aurait déclaré à Franz-Olivier Giesbert (*op. cit.*, note 16, p. 316) : « Le projet socialiste et les 110 propositions sont un festival d'âneries, de débilités. Avec la promesse des 50 000 embauches de fonctionnaires la première année, on touche le fond ! Ces gens-là sont tombés sur la tête. Des pitres. Des dangers publics ! Des économistes de jardin d'enfants ! Ils se foutent de la France ! À croire qu'ils ont recopié un mémorandum du Soviet suprême. Il ne manque plus que le retour du Gosplan, pendant qu'on y est. Si par malheur, nous étions élus, ça ne pourra jamais marcher. Je l'ai dit à Mitterrand ».

33 - Cf. Nancy Zaccardi, *op. cit.*, p. 122.

34 - Citations dans *Crises et alternances...*, *op. cit.*, p. 229.

rompu après Metz³⁵ et qui en fait son porte-parole, évoque avec enthousiasme la campagne électorale (p. 156-157), « la flamme des militants, ... les meetings de plus en plus chaleureux » et... « L'incroyable perspective de la victoire [qui] commençait à se dessiner. On la pressentait devant l'affluence inhabituelle du public dans nos réunions. On la distinguait devant les signes d'énervement de nos adversaires. On la percevait dans l'attitude des journalistes, des intellectuels, des groupes professionnels. On la mesurait dans les sondages aux résultats significatifs ».

Le candidat du PS, malgré un climat général peu porteur (remise en cause du socialisme et du communisme, critique de la *doxa* marxiste, retour à la mode du libéralisme...) a bénéficié de la division de la droite, de l'usure du pouvoir, de la crise économique et du chômage contre lequel il s'est engagé à lutter plus efficacement que le président sortant.

Résultats :

1^{er} tour : Georges Marchais : 15,34 % (perte de 1,4 million de voix communistes par rapport à 1978), Jacques Chirac : 18 % (2 autres candidats gaullistes), François Mitterrand 25,84 % (42,25 % en 1974, mais il y a 4 autres candidats de gauche), Valéry Giscard d'Estaing : 28,31 % (faible avance ; 32,6 % en 1974)

2nd tour : Participation considérable (14,14 % d'abstentions), François Mitterrand : 51,75%, Valéry Giscard d'Estaing : 48,25 %.

Le bon report des voix communistes, le report majoritaire des voix écologistes et le renfort appréciable de voix gaullistes (18 % contre 11 % en 1974)³⁶ ont contribué à la victoire de François Mitterrand dont le parti conquiert la majorité absolue des sièges à l'Assemblée nationale les 14 et 21 juin.

Ces deux brillants succès sont le signe d'une crédibilité incontestable patiemment conquise.

35 - Jean-Marc Guislin, *op.cit.*, (note 30).

36 - Chiffres et commentaires repris de *Crises et alternances...*, *op. cit.*, p. 235-236 et 239.

III - Gain en crédibilité

Il repose d'abord sur le très important travail théorique réalisé par le parti à l'occasion de nombreux colloques, conventions, préparations de textes, publications de dossiers et de textes dans la *Nouvelle Revue socialiste* entre autres. Une réflexion sérieuse est menée sur les questions économiques avec des experts au sein (Peyrelevade Guillaume, Attali...) ou en dehors du PS afin de démontrer ses capacités intellectuelles et justifier ses choix, le PS prétendant combiner efficacité économique et justice sociale, promouvoir une approche plus qualitative du développement (les rocardiens, certains proches de Pierre Mauroy). Au début de l'année 1980, le Premier secrétaire confie à Pierre Mauroy « la responsabilité d'un groupe de travail commun au groupe parlementaire et au PS afin de dessiner les contours de la future réforme de la décentralisation » (p. 154). Parmi toutes les conventions thématiques, peuvent être citées celles sur l'autogestion (juin 1975), sur les droits de la femme (janvier 1977), sur la Défense (juin 1978), sur la politique étrangère (avril 1980)... Le parti veille également à la formation théorique des militants au sein des fédérations.

Trois domaines sont évoqués plus précisément ici : la gestion locale (en excluant celle des départements), l'international, la culture.

A - La gestion locale

1 - Villes

Arrivés à la tête des municipalités en 1971 ou en 1977, les nouveaux maires socialistes veulent donner un nouveau souffle à leur cité. Tous, plus ou moins, accroissent l'aide aux catégories sociales défavorisées, mènent une politique urbaine intensive visant à transformer aussi bien le centre-ville que les quartiers périphériques nouveaux et à promouvoir la mixité sociale, à développer les transports en commun, à préserver l'environnement. Ils favorisent l'intercommunalité. Leur soutien à l'école

publique et à la culture est souvent très marqué, la culture étant un outil de rayonnement, d'attractivité et, peut-être, de développement économique. Ils essaient de maintenir, de développer ou d'implanter les activités universitaires et de recherche. Ils multiplient les jumelages...

L'action de quelques édiles (qui va souvent au-delà de 1983), évoquée ci-dessous est l'illustration de ces ambitions et de ces réalisations. Celle de Pierre Mauroy à Lille, marquée par « le souci du quotidien et la préparation de l'avenir »³⁷, par « son idée permanente d'agrandir la cité, en surface et en renommée »³⁸ a déjà été largement étudiée et il n'est pas utile d'y revenir ici. En revanche, on peut évoquer celle d'autres maires.

Sous les mandatures (1965-1983) d'Hubert Dubedout, qui rejoint le PS en 1974, Grenoble a été l'exemple même du socialisme municipal, de la modernité des politiques publiques urbaines. Il est le précurseur d'un urbanisme qui soit plus politique que technique, de l'intercommunalité, d'une politique de la vie quotidienne, de la démocratie dans la cité comme dans le quartier par l'encouragement aux initiatives citoyennes. À Nantes, sous le mandat d'Alain Chénard, est créée la SEMITAN (Société d'économie mixte des transports en commun de l'agglomération nantaise), dans le cadre d'une structure intercommunale rénovée, le SIMAN (Syndicat intercommunal à vocation multiple de l'agglomération nantaise). Le tramway est réintroduit. La médiathèque Jacques-Demy, le centre de loisirs du Petit Port, le stade de la Beaujoire sont construits. La ville est dotée d'un des premiers services télématiques d'information locale français baptisé TELEM Nantes.

À Rennes, le plateau piétonnier, le métro automatique, la Technopole Rennes Atalante sont l'œuvre d'Edmond Hervé. À Montpellier, Georges Frèche engage une série de grands travaux parmi lesquels, la création

37 - Bernard Roman, dans « la Table ronde sur Pierre Mauroy, l' élu local militant, le regard des grands témoins », *Pierre Mauroy passeur d'avenirs ?*, *op. cit.*, (note 8), p. 75.

38 - Pierre-Alain Douay, « Témoignages », *Pierre Mauroy et la culture*, Textes réunis par Jean-Marc Guislin, *Revue du Nord*, Hors série, Collection Histoire N° 36, 2018, p. 85.

d'un nouveau quartier à la fin des années 1970, Antigone, dû à l'architecte Ricardo Bofill, est très connue. La ville attire une nombreuse population. À Poitiers, l'espace Mendès France (centre de culture scientifique et technique), la médiathèque François Mitterrand, le nouveau théâtre comptent parmi les réalisations de Jacques Saintrot ainsi que les jumelages avec des villes européennes (en particulier Marburg [Allemagne], Coïmbra [Portugal], Northampton [Angleterre]), mais aussi avec une ville du Tchad, Mondou, afin de la doter d'un réseau d'eau. Il a également apporté un soutien très concret aux réfugiés chiliens.

À Chambéry, Francis Ampe (qui plus tard rejoint la mairie de Lille) achève la construction de la ZUP (Chambéry-Nord), lance le programme de l'Espace Malraux (médiathèque et salle de spectacle) et accorde une grande attention aux immigrés.

Dans ces villes, le PS s'appuie sur des réseaux militants et clientéaires ainsi que sur sa forte présence dans le milieu associatif. Pour recruter des militants, les maires peuvent recourir aux « rétributions symboliques et matérielles offertes par le socialisme municipal », fournir des emplois et « assurer, par des leviers multiples, des formes de mobilité sociale »³⁹. Mais ils ne « tiennent » pas toujours leur ville comme le prouvent les nombreuses défaites dès 1983⁴⁰.

L'action de ces maires est parfois relayée au niveau régional, notamment quand il y a la même majorité, voire le même responsable, comme « Pierre Mauroy [qui] avait compris qu'une grande région doit avoir une grande métropole et que tout cela devait fonctionner ensemble »⁴¹.

39 - Rémi Lefebvre, « Pierre Mauroy, l' élu local militant, le regard du chercheur », in *Pierre Mauroy passeur d'avenirs ?*, *op. cit.*, (note 8), p. 35-51, p. 43.

40 - La gauche perd 31 villes de plus de 30 000 habitants, dont pour les socialistes Grenoble, Nantes, Roubaix, Tourcoing, Chalon-sur-Saône, Épinal...

41 - Pierre-Alain Douay, *op. cit.*, (note 38), p. 85.

2 - Régions⁴²

En 1974, les socialistes gagnent cinq présidences de région (Nord – Pas-de-Calais avec Pierre Mauroy, maire de Lille, Provence – Alpes – Côte-d’Azur avec Gaston Defferre, maire de Marseille, Limousin avec André Chandernagor, Midi-Pyrénées avec Alain Savary et Languedoc-Roussillon avec Edgar Tailhades. Ils restent en place jusqu’en 1981 (E. Tailhades jusqu’en 1983) et vont contribuer à la définition d’un véritable pouvoir à l’échelle régionale, en faisant des EPR des « laboratoires d’expérimentation de la décentralisation », notamment Pierre Mauroy. Cela ne sera pas sans influence sur les lois de décentralisation de 1982 beaucoup plus ambitieuses que la loi du 6 juillet 1972 instituant les établissements publics régionaux (EPR). Ces EPR, qui reprennent les limites des circonscriptions d’action régionale (CAR) créées en 1964, ne constituent pas une nouvelle collectivité locale. Ils ne disposent d’aucune compétence spécifique, d’aucun pouvoir de gestion. Selon le texte de la loi, ils ont « pour mission, dans le respect des attributions des départements et des communes, de contribuer au développement économique et social de la région » en initiant des études, en coordonnant et rationalisant le choix des investissements des collectivités publiques, en participant volontairement au financement d’équipements collectifs. Leur capacité financière est limitée. Le préfet de région en exerce le pouvoir exécutif. De nombreux socialistes (Mauroy, Rocard), mais pas tous car certains demeurent attachés au jacobinisme, souhaiteraient faire des EPR des régions à part entière et plusieurs présidents d’EPR vont exploiter

42 - Les sources principales de ce développement ont été : « Journée d’études sur les Établissements publics régionaux organisée par Thibault Tellier et Loïc Valdelorge, avec le concours du Comité d’histoire du ministère de l’Écologie et du Conseil régional Nord – Pas-de-Calais », Lille, 18 juin 2010, *Revue du Comité d’histoire du ministère de l’Écologie et du Développement durable*, hors-série, décembre 2012 ; Thibault Tellier, « Agir pour la décentralisation, Pierre Mauroy et le pouvoir régional, le regard du chercheur », *Pierre Mauroy passeur d’avenirs ?*, op. cit., (note 8), p. 79-96 ; *Alain Savary : politique et honneur*, ouvrage coordonné par Serge Hurtig, Paris, Presses de Sciences Po, 2002, chapitre 6, p. 127-140 (rédigé par Jacqueline Roca).

toutes les ressources de la loi dont « les contours assez flous... permettent d'envisager une autonomie assez large du pouvoir d'action des futurs présidents ». Ainsi, Guy Debeyre, président du Comité d'expansion régionale économique et sociale, déclare qu'« aucune ambition n'est interdite à la nouvelle institution » lors de l'intronisation de Pierre Mauroy qui lui-même insiste : « Cette région à faible pouvoir et à faibles ressources devra trouver en elle une force motrice venant des élus et des citoyens »⁴³.

De même, Alain Savary déclare, au même moment, à Toulouse : « Je voudrais dire que, quels que soient les textes, on peut et on doit faire preuve à la fois d'imagination, de sérieux et de dynamisme : pour ce faire, le rôle du conseil régional et des conseillers régionaux sera important, mais il faut que l'on sache aussi dans nos départements, dans toutes nos villes, dans toute notre région que tous ceux qui ont des idées à proposer, des formulations à apporter, trouveront auprès de l'Assemblée une oreille attentive »⁴⁴.

L'œuvre du président du Nord-Pas-de-Calais et celle de celui de Midi-Pyrénées sont plus spécialement évoquées ici.

Pierre Mauroy, entouré d'un « Cabinet Régional » fixe cinq grandes priorités pour l'avenir de la région : « la formation, le développement de la recherche et des industries de pointe, le développement du secteur tertiaire pour pallier le recul industriel, le changement d'image de marque de la région, la revalorisation de la politique par la responsabilité partagée », l'exécutif régional aspirant à devenir un interlocuteur privilégié de l'Etat et du gouvernement. Il multiplie les initiatives.

Ainsi la création d'un office culturel régional, en 1975, est utile pour la communication, les relations publiques et l'image. « Promouvoir des

43 - Citations reprises de Thibault Tellier, « Agir pour la décentralisation... », *op. cit.*, (note 41), p. 86-87. Voir également *Pierre Mauroy ou la passion de la Décentralisation*, Paris, Institut Pierre Mauroy, 2016.

44 - Cité par Jacqueline Roca, *op. cit.*, (note 41), p. 129-130.

institutions et des personnalités culturelles nouvelles est moins coûteux, plus voyant et plus rapide que de mettre en œuvre la reconversion économique »⁴⁵.

Peuvent encore être cités : la rencontre des présidents de région à Lille en mars 1975 ; l'organisation des États généraux régionaux afin de préparer le premier plan régional coïncidant avec le VIII^e Plan (national) en 1976 ; la création de deux centres dramatiques régionaux ; l'établissement d'une Maison du Nord- Pas-de-Calais à Paris en 1980.

La régionalisation du TER - la région emprunte pour acheter des trains mis à la disposition de la SNCF, ce qui permet de moderniser le matériel roulant et d'apporter un précieux ballon d'oxygène à l'industrie ferroviaire en péril dans le Valenciennois - peut être mise à son actif ainsi que le financement de l'orchestre de FR3 abandonné par l'État⁴⁶, devenue ONL (Orchestre national de Lille), illustration de sa grande politique culturelle qui est une politique d'équité territoriale même si la métropole lilloise est favorisée. Le financement du fonctionnement de l'ONL est en dehors des missions de l'EPR qui contourne les règles et de facto accroît ses compétences mais avec la complicité, voire la bienveillance du préfet (André Chadeau, 1978-1974) et du gouvernement⁴⁷. Est-il étonnant, alors, que Pierre Mauroy réclame un droit à l'initiative des EPR, en particulier pour pallier les carences de l'État ?

Alain Savary, député de la Haute-Garonne (1973-1981), est le président de la plus vaste région française (8 % du territoire, 8 départements, 2 268 000 habitants (4,69 %)). Il a réfléchi depuis longtemps à la question

45 - Pierre-Alain Douay, *op. cit.*, (note 38), p. 84.

46 - Bernard Roman, dans « la Table ronde sur Pierre Mauroy, l'élu local militant, le regard des grands témoins », *Pierre Mauroy passeur d'avenirs ?*, *op. cit.*, (note 37) p. 70.

47 - Pierre-Alain Douay, *op. cit.*, (note 38), écrit : « Allez savoir pourquoi, Giscard d'Estaing et Poniatoski (ministre de l'Intérieur (mai 1974-mars 1977) puis conseiller de VGE, ndlr) s'imaginent que Pierre Mauroy est un maillon faible du socialisme, ce genre de socialiste qu'on va pouvoir rallier. Résultat : avec Michel Poniatoski, Pierre Mauroy a eu tout ce qu'il voulait » (p. 85). Dans ses *Mémoires* (*op. cit.*), Pierre Mauroy évoque les entretiens qu'il avait avec Michel Poniatoski, « un homme efficace aux manières à la fois brutales et cordiales » (p. 131).

régionale : en 1959-1960, il a composé une étude pour la CEE, complétée en 1963, sur la politique régionale appliquée ; au NPS, il s'est efforcé de lutter contre le jacobinisme notamment dans son livre *Pour le nouveau parti socialiste* (1970).

S'entourant de peu de collaborateurs, bénéficiant de la modération d'une grande partie des élus de droite⁴⁸, pouvant compter sur le concours des mondes universitaire et associatif ainsi que sur celui des chambres consulaires, il s'efforce de remettre la région à niveau et de lutter efficacement contre le chômage. Dans cette perspective, l'EPR s'entend, en 1975, sur le principe de l'élaboration d'un plan de développement spécifique à Midi-Pyrénées, un peu comme dans le Nord- Pas-de-Calais. Pour ce faire, six groupes de travail sont chargés d'« analyser les causes du sous-développement et de présenter des propositions claires et précises ». En 1976, est publié un document, fruit de ces réflexions et intitulé *Un avenir pour Midi-Pyrénées* qui propose, notamment, de créer 100 000 emplois entre 1976 et 1980 mais aussi, comme à Lille, redéfinir les rapports entre l'État et la région. Ce texte, qui se heurte à l'opposition du gouvernement, n'est pas suivi dans l'immédiat de réalisations concrètes ; elles viendront à partir de 1981.

Cela n'empêche pas Alain Savary de mettre en place une politique industrielle régionale, avec un dispositif d'aide aux PME. Ainsi est créé l'Institut régional de développement industriel (IRDI) qui doit retenir une partie de l'épargne locale et la collecter pour l'investir dans les projets des PME, « déceler et étudier les projets industriels porteurs d'avenir (créateurs d'emplois), leur assurer l'accès au financement grâce à la garantie de la région » qui abonde un Fonds régional de garantie. Sous sa présidence, le budget a été considérablement augmenté passant de 19 057 000 F dont 90,02 pour les investissements et 9,98 % pour le

48 - Parmi lesquels le gaulliste Jacques Limouzy, secrétaire d'État à l'Éducation nationale (avril 1973-février 1974), secrétaire d'État chargé des Relations avec le Parlement (avril 1978-mai 1981).

fonctionnement en 1973-1974 à 164 042 626 dont 95,3 % pour les investissements (156 348 506 F) en 1981. Ces derniers sont passés, en partie, par le canal d'un Fonds d'intervention régional visant à subventionner les actions départementales, Alain Savary n'oubliant pas l'importance des conseillers généraux pour « l'équilibre des forces politiques et régionales ». Il a également fait adopter un schéma régional des transports établissant une contractualisation avec la SNCF pour l'exploitation du réseau de transport régional, tandis que les affaires culturelles ont bénéficié, sous la houlette de Martin Malvy à partir de 1978, d'une action d'envergure.

Les actions de Pierre Mauroy et d'Alain Savary, présidents d'EPR, les contacts avec leurs pairs de droite ou du centre contribuent à leur crédibilité qui est confirmée pour le premier lorsqu'il accueille, en tant que tel, en octobre 1980, à Lille, le président Valéry Giscard d'Estaing à Lille dont la présence semble valoir reconnaissance institutionnelle. Il en va un peu différemment pour son collègue de Toulouse qui, comme tous les élus socialistes, ne participe pas aux manifestations officielles lors du voyage du président de la République dans la région pour y présenter le Plan Grand-Sud-Ouest en novembre 1980 à propos duquel il est très sceptique et dénonce une « habileté tacticienne ». L'élection présidentielle est à l'horizon et les relations se tendent entre l'opposition et la majorité... Toutefois, ce Plan fut « l'opportunité qu'Alain Savary exploita pour faire adopter son projet d'IDRI »⁴⁹ lui qui avait donné « une caution morale de gauche au combat européen »⁵⁰ et contribua à son rayonnement international.

49 - Les citations relatives à l'action d'Alain Savary dans cette sous partie consacrée aux EPR sont extraites de Jacqueline Roca, *op. cit.*, (note 42), p. 137, 138-139, 136, 138

50 - Robert Frank, « Alain Savary et l'Europe », *Alain Savary : politique et honneur*, *op. cit.*, p. 141-154, p. 154. En 1957, il fut rapporteur du projet de loi visant à ratifier le traité CEE pour lequel il émit un vote favorable.

B - L'ouverture à l'international

Il convient de distinguer d'une part les relations avec l'Internationale socialiste et d'autre part les voyages à l'étranger plus ou moins officiels de François Mitterrand et de délégations du PS. Au sein du parti, Robert Pontillon (1971-1979) puis Lionel Jospin (1979-1981) occupent le poste de secrétaire national aux Relations internationales. Avant cela, ce dernier a été secrétaire national au Tiers Monde (1975-1979), succédant à Didier Motchane, secrétaire national aux Pays en voie de développement (1973-1975). Souvent, ils accompagnent le premier secrétaire qui emmène aussi parfois Pierre Mauroy, Gaston Defferre, le président du groupe socialiste à l'Assemblée nationale et Claude Estier, le directeur de *L'Unité*. Entre 1971 et 1981, le premier secrétaire du PS effectue quarante-huit voyages qui sont souvent à mi-chemin entre tourisme militant et déplacements diplomatiques⁵¹ avec une fréquence marquée pour la RFA, le Royaume-Uni, l'Italie, l'Espagne, le Portugal.

1 - Les relations avec l'Internationale socialiste (IS)

Dans un premier temps il faut convaincre les grands partis socialistes européens du bien-fondé de l'alliance avec le PCF et du Programme commun qui laissent dubitatifs Willy Brandt, Bruno Kreisky ou Harold Wilson. Mais François Mitterrand s'efforce de les rassurer en affirmant que son objectif est de rééquilibrer la gauche, de se servir de l'alliance

51 - Les informations des deux sous-parties suivantes proviennent essentiellement de Pierre Mauroy, *Mémoires*, *op. cit.*, p. 130-134, et *Ce jour-là*, Paris, Michel Lafon, 2012, p. 195-213, 337-340 ; « Convaincre du programme commun ? François Mitterrand et les grands partis socialistes européens » Gilles Vergnon p. 147-159, in *L'union sans l'unité. Le Programme commun de la gauche. 1967-1978*, Danielle Tartakowsky et Alain Bergounioux (dir.) Rennes, PUR, 2012. ; Judith Bonnin, *Les voyages de François Mitterrand. Le PS et le monde. 1971-1981*, Rennes, PUR, 2014, ouvrage auquel les citations dans la sous-partie 2 sont empruntées aux pages 212, 210 et 175 ; « Les multiples engagements internationaux de Pierre Mauroy, le regard du chercheur », Jean-Marc Guislin, p. 161-172, in *Pierre Mauroy passeur d'avenirs ? op. cit.*, (note 8), p. 161-172.

pour arriver au pouvoir. Les succès électoraux du PS lui donnent raison et facilitent son insertion dans l'IS. À cet égard, pour les socialistes français, elle peut être « un contrepoids aux liens du PCF avec le bloc soviétique » (Charles Hernu dans le *Nouvel Observateur* en janvier 1973). Il faut également persuader l'IS de l'originalité du PS, différent du PSI trop faible face au PCI et du parti suédois trop social-démocrate... Le premier secrétaire ne manque aucun congrès de l'IS sauf celui d'Amsterdam où il délègue Gaston Defferre et Robert Pontillon. En juillet 1972, il représente l'IS au congrès du PSOE de Toulouse ; en janvier 1973, il reçoit à Paris la conférence des *leaders* de l'Internationale socialiste parmi lesquels certains chefs de gouvernement ou ministres (Kreisky, Palme) au grand déplaisir du président Pompidou qui déclare dans sa conférence de presse du 9 janvier 1973 : « En ce qui concerne ces chefs de gouvernement, je croyais dans ma naïveté que lorsqu'un chef de gouvernement va à l'étranger, étant donné ses responsabilités, il engage son pays. Il paraît qu'il n'en est rien et qu'ils viennent là en tant que militants. Puisque ces messieurs dames viennent là en tant que militants, eh bien, il est normal que nous les considérions comme des militants et qu'ils n'aient pas de contacts officiels avec les autorités françaises ».

En effet, à quelques semaines des élections législatives, ces hauts responsables se montrent solidaires du PS et légitiment ses ambitions. De fait, cette diplomatie partidaire risque d'entrer en concurrence avec la diplomatie officielle de la République française qui peut y voir une ingérence⁵², comme on le voit lors de la visite de François Mitterrand en Algérie (1976).

Les relations sont parfois difficiles avec le puissant SPD à propos de la lutte anti-terroriste menée en RFA, de la construction européenne dont certains socialistes se méfient, de l'orientation des partis socialistes au

52 - O. Lerude, *Histoire de l'internationalisme des partis politiques européens*, thèse de doctorat de science politique, Université Paris 2, Lille, ANRT, 2001.

Portugal et en Espagne. Dans ces pays qui expérimentent la démocratie libérale, le SPD, principal financeur de ces formations, souhaitent qu'elles adoptent une ligne clairement sociale-démocrate alors que certains responsables du PS préféreraient qu'elles prennent une orientation plus à gauche, voire tiers-mondiste. En outre Helmut Schmidt et Valéry Giscard d'Estaing s'entendent bien. Pierre Mauroy sert d'intermédiaire, d'architecte du compromis entre les deux partenaires. Les rapports sont délicats avec le Labour Party qui toutefois pourrait contribuer au rééquilibrage de l'alliance franco-allemande établie en 1963. Au congrès de Pau (31 janvier-2 février 1975), pour la première fois, sont accueillies des délégations étrangères, nombreuses et représentatives. C'est avec les PSOE et le PSP que les relations sont privilégiées, notamment dans le cadre des conférences des partis socialistes de l'Europe du sud (Latche 1975, Paris 1976, Madrid 1977, Cintra 1978). Les voyages dans les pays gouvernés par les socialistes sont une démonstration de soutien des et aux partis frères comme au Chili (1971, où François Mitterrand rencontre Fidel Castro), au Danemark (1972), en Israël (1972, où il rencontre beaucoup d'officiels qui tiennent à témoigner leur amitié aux socialistes français), au Portugal (1974, où le socialiste Mario Soares est ministre des Affaires étrangères dans un contexte révolutionnaire), au Sénégal (1975), en Grèce (1977), au Royaume-Uni (1979)...

2 - Se doter de compétences, se forger une image respectable

D'autres déplacements, un peu partout, visent à recueillir et échanger des informations, développer une forme d'expertise, préparer l'éventuelle arrivée au pouvoir sont une nécessité pour des responsables politiques qui aspirent à prendre la direction de l'État. Cela peut être fait en « interne » car le président Giscard d'Estaing, « dans un souci de transparence et de changement des mœurs politiques » souhaite tenir l'opposition socialiste au courant de certains dossiers relatifs à la diplomatie et aux services secrets ; Pierre Mauroy parle de « Leçons de géostratégie » (p. 130). Roland Dumas s'occupe des affaires extérieures

et Pierre Mauroy est reçu par Alexandre de Marenches, le patron du SDECE (Service de documentation extérieure et de contre-espionnage) qui l'entretient de l'Afrique, du Golfe persique, du pétrole et surtout de l'URSS contre laquelle, sans doute avec quelques arrière-pensées, il le met en garde, ce qui contribue à la fermeté française lors de la crise des euromissiles en 1982-1983.

Les visites à l'étranger [États-Unis (1972, 1975, 1980), URSS, Chine (en 1981, juste après la convention de Créteil, où François Mitterrand rencontre Deng Xiaoping et Hu Yaobang, les deux plus importants dirigeants chinois ; ce voyage est très médiatisé en France), Corée du Nord (sur le chemin de Pékin où il rencontre Kim Il-Sung et l'ex-souverain cambodgien, Norodom Sihanouk, en exil), Cuba (1974), Égypte (1974), Algérie (1976), Mexique, Costa-Rica, Venezuela (1977), Canada (1978), Guinée (1972), Bulgarie (1977), Hongrie (1976), Roumanie (1972, 1979), Yougoslavie (1973, 1980), Belgique, Pays-Bas..., mais aussi Symposium européen de Management à Davos (Suisse, 1976)] correspondent à la même préoccupation et contribuent à se forger une vision du monde mais aussi à donner l'image d'un parti responsable avec un leader pouvant adopter une posture d'expert. Dans un même pays la chaleur des entretiens est différente selon que François Mitterrand voie le chef de l'État ou du gouvernement et les membres d'un « parti frère » ou des amis politiques comme en Égypte (1974) ou aux Pays-Bas (1976). Les contacts avec les diplomates français sur place peuvent être inexistants (URSS, 1975), normaux (États-Unis, 1980), voire amicaux (Bulgarie, Cuba, Canada).

En novembre 1972, François Mitterrand et Pierre Mauroy vont à Moscou où ils sont reçus par Mikhaïl Souslov, le responsable des questions idéologiques au PCUS. En 1973, ils participent à un déjeuner avec l'ambassadeur d'URSS à Paris pour évoquer la question des juifs soviétiques qui veulent partir à l'étranger et en sont empêchés ; devant l'intransigeance de Moscou, François Mitterrand annule le projet de visite en URSS. Elle a finalement lieu en avril 1975 et les dirigeants soviétiques

lâchent un peu de lest sur ce dossier, ce qui constitue un succès pour le PS et notamment pour le maire de Lille (Ce jour-là, p. 337-340) qui se rend à Kiev et Kharkov, tandis que le Premier secrétaire fait du tourisme jusqu'à Samarkand.

En juin 1973, Pierre Mauroy, qui connaît bien Israël et ses leaders travaillistes, est mandaté par François Mitterrand pour porter un message de paix d'Anouar El Sadate, le chef de l'État égyptien, à Golda Meir, Première ministre d'Israël qui se montre fermée à la discussion (Ce jour-là, 195-213).

En 1975, François Mitterrand se rend à titre privé aux États-Unis, pour lesquels l'alliance avec le PCF pose problème, mais il rencontre Henry Kissinger, le secrétaire d'État. Il y retourne en 1980 après avoir annulé son voyage en 1977 car le président Jimmy Carter refusait de le recevoir, mais Carter l'a vu à Paris en 1978). En 1981, sa rencontre à Rome avec le président Pertini et celle en RFA avec Willy Brandt apparaissent comme l'expression d'un soutien au candidat à la prochaine élection présidentielle dont les multiples déplacements à l'étranger ont pu contribuer à lui « donner une stature internationale donc présidentielle ». En effet, ils correspondent aussi à « une stratégie de communication » puisqu'ils bénéficient d' « une couverture médiatique », certes inégale, mais qui s'accroît à l'approche de l'élection présidentielle pendant la campagne de laquelle il peut compter aussi sur celui de nombreux artistes et intellectuels.

C - La conquête des milieux culturels⁵³

« L'aspiration au culturel se développe tous azimuts ... et ce besoin est pris au sérieux dans les années 1970 par les divers acteurs de la vie sociale

53 - Pour cette sous-partie, les renseignements ont été trouvés, pour l'essentiel, dans : Pascale Goetschel, Emmanuelle Loyer, *Histoire culturelle de la France. De la Belle Époque à nos jours*, Paris, Armand Colin, Collection Cursus, 2011, 5^e édition (2018), p. 236-241 et *Les années Lang. Une histoire des politiques culturelles 1981-1993*, sous la direction de Vincent Martigny, Laurent Martin, Emmanuel Wallon, Paris, La Documentation française, 2021.

en particulier les mouvements associatifs et syndicaux qui suscitent à leur tour l'intérêt des partis politiques »⁵⁴, notamment le PS.

1 - Un intérêt marqué à partir de 1974

Jusqu'à-là, le PCF est le grand parti culturel, malgré les crises hongroise et tchécoslovaque, qui a adopté en mars 1966, lors du Comité central d'Argenteuil, une résolution pour la défense de la « liberté de création » et réserve dans son programme de 1971 une place importante à la culture. Un de ses responsables, Jack Ralite, grand défenseur de la cause des arts, est réputé pour son « entregent dans les mondes de la scène, du cinéma, de la musique et de la littérature »⁵⁵.

En 1973-1974, les choses changent avec la création du secrétariat national pour l'action culturelle (SNAC) dirigé par Dominique Taddéi et la publication des « Orientations générales d'une politique d'action culturelle »⁵⁶. Sensible à la pensée d'Antonio Gramsci pour qui la bataille culturelle est un préalable à la victoire politique, le PS est conscient de la dimension politique de la culture considérée comme enjeu idéologique majeur puisqu'elle est un moyen de transformation sociale. Il propose une lecture culturelle de la crise : la société capitaliste postindustrielle marchandise la culture, détruit le contrat social par ses inégalités sociales mais aussi culturelles. Cette lecture s'accompagne d'un certain anti-américanisme culturel, d'un tiers-mondisme affirmé⁵⁷. Il prône une définition étendue de la culture en « [faisant] « place aux formes jugées mineures d'expression artistique »... en défendant « les identités culturelles minoritaires et régionales » comme il est affirmé dans *La France au pluriel* document programmatique de 1981. L'Atelier, groupe de réflexion

54 - Pascale Goetschel, Emmanuelle Loyer, *op. cit.*, p. 236.

55 - *Les années Lang...*, *op. cit.*, article « Ralite Jack » rédigé par Emmanuel Wallon, p. 171-173 (p. 172).

56 - *Nouvelle Revue Socialiste*, n° 4, 1974.

57 - *Les années Lang...*, *op. cit.*, article « Parti socialiste » rédigé par Vincent Martigny, p. 360-363. Citations empruntées dans ce paragraphe aux pages 362 et 360.

composé de jeunes hauts fonctionnaires socialistes (Catherine Tasca, Jérôme Clément), de personnalités du monde culturel participe à la construction d'une pensée socialiste de la culture qui combine défense de la création et des artistes, ouverture aux idéaux de mai 68 (Jack Lang), démocratisation culturelle (Pierre Mauroy), approche autogestionnaire et régionaliste (Michel Rocard) que mettent en œuvre certains élus locaux. Le PS entend disposer de « militants formés à cette question, de cadres prêts à diriger des institutions ».

« L'investissement dans les questions culturelles » permet de concurrencer le PCF dans l'occupation de cet espace politique privilégié par ce parti et dans la séduction d' « une clientèle électorale – artistes, universitaires, intellectuels, professionnels des industries culturelles – ... en vue d'aspirer leur influence électorale et politique »⁵⁸. Dès 1975, « Les Rencontres pour la culture » « prennent acte du rééquilibrage de l'influence culturelle du PS » par rapport au PCF⁵⁹ qui est amplifié par l'action de Jack Lang à partir de 1978.

2 - Le rôle de Jack Lang

« Ancien brillant animateur du festival de Nancy qui connaît et aime à fréquenter les milieux culturels », Jack Lang est devenu un proche de François Mitterrand (appui à sa candidature en 1974, colistier de Georges Dayan, un ami personnel, au conseil municipal de Paris en 1977). Conseiller personnel du Premier secrétaire pour les questions culturelles en 1978, il est chargé d'organiser la campagne des élections européennes. En 1979, il devient délégué national à l'action culturelle, le SNAC étant dissous. Il a une conception très politique et globale de la culture, « domaine privilégié d'intervention de l'État », élément essentiel du traitement de la crise de civilisation que traversent les sociétés

58 - *Ibid.*, p. 360.

59 - Pascale Goetschel, Emmanuelle Loyer, *op. cit.*, p. 236.

développées⁶⁰. Il sensibilise François Mitterrand aux grands enjeux de la politique culturelle, l'ouvre à la modernité artistique, contribue à lui conférer l'image d'un « homme de lettres, raffiné et humaniste, amoureux de la culture française »⁶¹. Il lui présente aussi de nombreux artistes et lui gagne leur soutien. Ce n'est pas un hasard si François Mitterrand déclare dans *Le Point*, entre les deux tours de l'élection présidentielle de 1981 : « le projet socialiste est avant toute chose un projet culturel ». Nombreux sont les artistes et les intellectuels qui l'accompagnent lors de la cérémonie de son investiture comme président de la République le 21 mai 1981.

Conclusion

Pierre Mauroy a cru « [pouvoir] dire que chacune de ces dix années a été complexe, emplie de pièges et de déceptions, souvent marquée par de graves régressions et, à plusieurs reprises, par la menace d'effondrement du travail patiemment accompli (p. 113), notamment en raison des difficultés avec le PCF, des querelles intestines, idéologiques et personnelles. L'idéologie du PS entre 1971 et 1981 apparaît très liée aux calculs stratégiques de son principal responsable, François Mitterrand, dans une perspective de conquête du pouvoir, rôle qu'il lui assigne dès Épinay. Mais y a-t-il une véritable cohérence idéologique, si ce n'est la conquête du pouvoir qui est effective le 10 mai 1981 et dure douze ou quatorze ans ? De tout cela, certains ne peuvent-ils ressentir l'impression que l'« idéologie du parti semble totalement soumise à l'ambition d'un homme et à son action politique »⁶² ? De fait, après la victoire, les idéaux socialistes

60 - *Les années Lang...*, *op. cit.*, article « Lang Jack » rédigé par Vincent Martigny, p. 162-165 (p. 163).

61 - *Les années Lang...*, *op. cit.*, article « Mitterrand François » rédigé par Vincent Martigny, p. 166-168 (p. 166).

62 - Nancy Zaccardi, *op. cit.*, p. 4.

sont rapidement et douloureusement confrontés à la dure réalité et aux contraintes économiques internationales.

Il n'en demeure pas moins que le PS est demeuré une force politique majeure jusqu'en 2017 avec le gouvernement Jospin (1997-2002) et la présidence Hollande (2012-2017). Et surtout, sous le gouvernement de Pierre Mauroy (1981-1984), de nombreuses avancées sociales et sociétales ont été réalisées, reprenant d'importants points du programme des socialistes, souvent élaborées dans l'enthousiasme et sur lesquelles on n'est guère revenu [décentralisation (lois Defferre), accroissement des droits des salariés (lois Auroux), libéralisation de l'audiovisuel (loi Fillioud)...].

Avant cela, il a fallu conquérir le pouvoir et s'y préparer, sous le leadership de François Mitterrand, évidemment, « opérateur politique de première force... un personnage hors de toutes les séries »⁶³. Toutefois, comme l'a dit le président Bernard Derosier, « si le PS a triomphé en 1981, Pierre Mauroy a été l'acteur principal et déterminant de cette réussite, ayant engagé la SFIO dans la mutation qui la mène au PS de 1969 puis surtout de 1971 »⁶⁴.

Bibliographie

- Pierre Mauroy, *Mémoires. Vous mettez un peu de bleu au ciel*, Paris, Plon, 2003.
- Pierre Mauroy, *Ce jour-là*, Paris, Michel Lafon, 2012.
- François Mitterrand, *Politique 1938-1981*, Paris, Fayard, 1981.
- *Dictionnaire historique de la vie politique française au XX^e siècle*, sous la direction de Jean-François Sirinelli, Paris, PUF, 1995.

63 - Jacques Julliard, *op. cit.*, (note 3), p. 799.

64 - Bernard Derosier, dans « la Table ronde sur Pierre Mauroy, l' élu local militant, le regard des grands témoins », *Pierre Mauroy passeur d'avenirs ?*, *op. cit.*, (note 8), p. 67-75 (p. 73-74).

- Serge Berstein, Jean-Pierre Rioux, *La France de l'expansion 2. L'apogée Pompidou 1969-1974*, Nouvelle Histoire de la France contemporaine n° 18, Paris, Seuil, Coll. Points Inédit Histoire, 1995.
- Jean-Jacques Becker, avec la collaboration de Pascal Ory, *Crises et alternances 1974-1995*, Nouvelle Histoire de la France contemporaine n° 19, Paris, Seuil, Coll. Points Inédit Histoire, 1998.
- *Histoire des gauches en France*, sous la direction de Jean-Jacques Becker et Gilles Candar, Volume 2, *XX^e siècle : à l'épreuve de l'histoire*, Paris, La Découverte, 2004.
- Jacques Julliard, *Les gauches françaises. 1762-2012 : Histoire, politique, imaginaire*, Paris, Flammarion, 2012.
- Alain Bergougnoux, Gérard Grunberg, *Le long remord du pouvoir. Le parti socialiste français, 1905-1992*, Paris, Fayard, 1992.
- *L'union sans l'unité. Le Programme commun de la gauche. 1967-1978*, Danielle Tartakowsky et Alain Bergounioux (dir.) Rennes, PUR, 2012.
- *Le Parti socialiste d'Épinay à l'Élysée. 1971-1981*, Noëlline Castagnez et Gilles Morin (dir.), Rennes, PUR, 2019.
- Nancy Zaccardi, *Les idéaux socialistes de François Mitterrand. 1971-1981 : idéologie et stratégie politique*, mémoire de maîtrise sous la direction de Jean-François Sirinelli, Université Charles-de-Gaulle – Lille 3, 1997.
- Mathieu Fulla, « Le parti, l'expert et les théories économiques. Le cas du parti socialiste (1971-1981) », *Politix*, 2019/2, no 126, p. 85-109.
- *Alain Savary : politique et honneur*, ouvrage coordonné par Serge Hurtig, Paris, Presses de Sciences Po, 2002.
- Judith Bonnin, *Les voyages de François Mitterrand. Le PS et le monde. 1971-1981*, Rennes, PUR, 2014.
- *Les années Lang. Une histoire des politiques culturelles 1981-1993*, sous la direction de Vincent Martigny, Laurent Martin, Emmanuel Wallon, Paris, La Documentation française, 2021.
- *Raymond Krakovitch, Pierre Mauroy, l'autre force tranquille*, Paris, Riveneuve Éditions, 2015.
- *Pierre Mauroy ou la passion de la Décentralisation*, Paris, Institut Pierre Mauroy, 2016.
- *Pierre Mauroy et la culture*, Textes réunis par Jean-Marc Guislin, Revue du Nord, Hors série, Collection Histoire, n° 36, 2018.
- *Pierre Mauroy passeur d'avenirs ?*, Jérôme Dupuis et Maryvonne Prévot (dir.), Villeneuve-d'Ascq, Presses Universitaires du septentrion, 2020.
- *Pierre Mauroy Premier ministre ou la passion de gouverner à gauche*, Paris, Institut Pierre Mauroy, février 2022.
- Lyne Cohen-Solal, Ghislaine Toutain, *Pierre Mauroy, une passion politique*, hémisphères éditions, 2019

/ **LAURENT JOFFRIN**

Merci à Jean-Marc Guislin pour cet exposé très complet et très vivant. Pour ceux qui ont vécu cette période, c'est un souvenir, pour les autres c'est une découverte. Cet exposé est en outre plein d'enseignements et il nous rappelle beaucoup de ces événements qui nous ont passionnés. Nous allons passer à la deuxième partie de notre colloque. Je vais demander aux quatre intervenants de bien vouloir me rejoindre à la tribune.

Nous sommes convenus, à travers de petites discussions préliminaires, de faire un débat plutôt informel, mais je sais que ceux qui sont invités à des colloques ont souvent quelque chose à dire qui leur tient à cœur. Je vous propose de faire chacun une courte intervention liminaire de quelques minutes. Cela laissera ensuite le temps nécessaire pour discuter entre vous, avec moi éventuellement, et avec la salle.

Les deux amis qui ont été les témoins les plus proches de toute cette histoire, Jean-Marc Ayrault et Jean Peyrelevade, vont intervenir en premier. Ensuite Ernst Stetter nous livrera une vision européenne de la question, puis Boris Vallaud interviendra en dernier pour donner le regard d'une génération neuve.

Et bien sûr, Patrick Kanner conclura les débats.

Je donne la parole à Jean-Marc Ayrault.

JEAN-MARC AYRAULT

Ancien Premier ministre, président de la Fondation Jean-Jaurès

POUR PIERRE MAUROY, UN PRÉALABLE : L'UNITÉ DES SOCIALISTES

L'exposé que nous venons d'entendre, très intéressant, nous a tout rappelé, avec beaucoup de précisions. Il a montré à quel point la conquête ou la reconquête du pouvoir par les socialistes, par la gauche, n'est pas un chemin de lit de roses, mais une épreuve avec des avancées et des reculs, des risques d'échecs - des échecs, il y en a eu - puis enfin une réussite.

Ce qui est sûr, c'est que la gauche est hors-jeu très tôt dans l'histoire politique de la V^e République, elle l'est depuis 1958. Elle est confrontée à ce défi : que faire pour retrouver enfin une place et jouer à nouveau un rôle ?

Il faut d'abord dresser le constat des forces existantes. Ces forces sont dispersées, divisées, déchirées et elles ne sont pas près d'être en situation de reconquête. Depuis la Libération, le Parti communiste est largement dominant ; il impose sa ligne de vue et culpabilise, en quelque sorte la gauche socialiste, la gauche sociale-démocrate. Il faut se rappeler qu'à la Libération, le Parti socialiste SFIO représente quand même 26 % des

voix. C'est un score très élevé, même si celui du Parti communiste est encore plus fort. Mais ensuite, ce score ne va pas cesser de décliner jusqu'à descendre à 5 % lors de l'élection présidentielle de 1969.

L'histoire d'une fidélité

Merci de me donner la parole au début de cette rencontre. Puisque c'est autour de la personne de Pierre Mauroy que nous nous réunissons, de son engagement, de ses réussites aussi, je voudrais saluer son action. Car Pierre Mauroy, pour moi, c'est l'histoire d'une fidélité. Une fidélité à des valeurs, à un mode de vie dès son enfance, dès sa jeunesse, un engagement envers le socialisme populaire du Nord. Toute sa vie, il va être guidé par cet engagement et il va lui rester toujours fidèle. C'est ce qui est, pour moi, très frappant.

Lorsqu'il quitte Matignon après trois ans d'exercice du pouvoir comme Premier ministre, il va écrire un livre *À gauche*, dans lequel il se revendique de la gauche qui est son identité, sa culture, son histoire, son engagement, toute sa vie.

En quelque sorte, là où il vit, là où il milite, c'est le Parti socialiste SFIO. Pour lui, c'est une souffrance de voir ce parti décliner et il s'interroge sur la façon d'agir pour que le renouveau se fasse. Dans son livre *À gauche*, il écrit : « Je suis un moderniste, on m'a qualifié de moderniste, puis plus tard on me qualifiera de droitier ». Ce qui le fait un peu sourire.

Il n'empêche : très tôt Pierre Mauroy a conscience qu'il faut rénover la SFIO, qu'il faut rénover le Parti socialiste. C'est une bataille qu'il va mener dans le cadre majoritaire parce qu'il a cette culture militante de la majorité du parti, mais qui sera un combat difficile.

Il y a la question algérienne et puis il y aura mai 68. Des progrès ont été faits, en 1962, avec les accords de réciprocité au niveau législatif, en 1967 mais avec mai 68, le Parti socialiste et la gauche sont à nouveau hors-jeu. Aux élections législatives de 1968, la gauche est à un niveau qu'on a connu récemment, c'est-à-dire même pas 32 %.

Et Pierre Mauroy a été un des acteurs de la reconstruction. Je crois que ce qui lui tenait particulièrement à cœur, c'était l'unité des socialistes. Certes, l'union de la gauche était nécessaire, mais pour lui l'unité des socialistes était un préalable.

A ses yeux, il ne pouvait pas y avoir d'unité des socialistes des différents courants, que ce soit ceux qui venaient du PSU avec leur complexité - c'est un euphémisme - ou des clubs, sans que la branche historique du Parti socialiste ne soit totalement dans le mouvement. Je pense qu'il a été un des acteurs de cette réussite. C'est ce qui explique l'accord qu'il a eu très tôt avec François Mitterrand.

Il y a des témoins sans doute plus proches de Pierre Mauroy que moi. Mais j'ai la conviction que François Mitterrand lui-même avait compris que, même s'il était à la tête de la Convention des Institutions Républicaines (CIR), qui était parfois intransigeante et même souvent plus que critique à l'égard de la SFIO, comme l'a rappelé Jean-Marc Guislin, le tronc d'origine était indispensable à la réussite de la suite. Pierre Mauroy a été le facilitateur de cette réussite.

Il a connu des déceptions parce que qu'il aurait pu, lors du congrès de Puteaux en 1968 puis au congrès d'Issy-les-Moulineaux en 1969, prendre de la tête du nouveau Parti socialiste. À une voix près, je crois, c'est Alain Savary qui l'a emporté. Donc il y a eu du retard à l'allumage mais ensuite Pierre Mauroy a facilité la conquête du pouvoir par François Mitterrand.

La recherche d'une solution politique

J'en viens à une étape extrêmement importante de la reconquête, 1965, où pour la première fois le pouvoir gaulliste est ébranlé, le général de Gaulle étant mis en ballotage contre toutes les prévisions imaginables. C'est le premier accroc au maintien au pouvoir des gaullistes depuis 1958. Avec la candidature unique de la gauche, François Mitterrand va acquérir une aura considérable qui sera utile pour la suite. Pierre Mauroy le

comprend très bien. Il va donc faciliter les choses pour que ce leader, en quelque sorte naturel, devienne le patron du Parti socialiste en 1971.

Je vais vous faire une petite confidence anecdotique, pas de très grande importance. En arrivant, Bernard Derosier m'a demandé où j'étais en 1971. En 1971, je n'étais membre d'aucune formation politique ; je faisais partie des « inorganisés », ce que François Mitterrand a appelé ensuite les sabras, c'est-à-dire ceux qui sont nés à la politique dans le Parti socialiste.

J'ai passé mon bac en 1968. J'ai adhéré au mouvement, à ses espérances. J'ai été déçu par le manque de débouché politique qui l'a suivi. Je me suis retrouvé à la recherche d'une solution politique et d'un engagement politique.

Cette recherche de la solution politique, de la réponse à mes aspirations, comme beaucoup je la recherchais à gauche : ne voulant ni du Parti communiste, ni du PSU décliné par ses décisions, des mouvements gauchistes trotskistes qui ne m'ont pas séduit non plus. J'ai donc attendu qu'une offre politique arrive et ce fut l'offre politique d'Épinay.

Je me souviens d'une petite réunion organisée à la cité universitaire de Nantes, où les organisateurs interpellaient : vous voulez participer au congrès des socialistes ? Vous n'adhérez à aucune formation politique, venez nous voir. Là, j'ai trouvé trois adhérents de la CIR qui travaillaient à la préparation du congrès du Parti socialiste d'Épinay.

Je me suis inscrit. J'ai reçu le texte des motions et j'ai voté dans une arrière-salle de bistrot de Nantes puisque je n'appartenais à aucune organisation, mais les « inorganisés », comme on nous avait appelés, avaient le droit de voter.

J'ai d'abord cherché la motion François Mitterrand et je ne l'ai pas trouvée. Comme j'étais très naïf - je débutais en politique - je me suis demandé ce qui se passait. Ceux qui m'avaient accueilli dans cette petite réunion confidentielle m'ont expliqué que la motion Mermaz-Pontillon représentait Mitterrand, mais qu'il y avait d'autres motions, la motion Mauroy-Defferre et les motions Chevènement et Poperey. Après avoir

lu attentivement toutes les motions, j'ai voté la motion Poperen : motion M, je m'en souviens très bien.

Je ne vous cache pas que, bien que n'ayant pas été présent physiquement au congrès d'Épinay - c'est le seul congrès où je n'ai pas été présent, je l'ai été à tous les autres - j'ai ressenti une certaine déception puisque j'imaginai que toutes les motions les plus à gauche se seraient réunies pour désigner leur direction.

Finalement il y a eu l'accord tactique que vous connaissez et que j'ai évoqué à l'instant, avec le soutien de Pierre Mauroy pour que François Mitterrand devienne le leader. Avec le recul, je trouve que c'était une bonne chose que François Mitterrand devienne leader du PS, alors qu'il était déjà le leader naturel. Et la gauche en avait besoin. Un mouvement politique doit être incarné et François Mitterrand se situait déjà dans cette incarnation politique.

La démocratie au cœur de l'identité socialiste

Ensuite, les choses se sont arrangées puisque dès le congrès de Grenoble, la motion que j'avais soutenue a rejoint la majorité et est restée ensuite dans la majorité, notamment au moment du congrès de Metz, où d'autres divergences sont apparues.

En tout cas j'ai vécu, comme d'autres, cette aventure. Ce que je veux dire, c'est que c'est un combat difficile. L'union est un combat, vous l'avez rappelé, mais c'est un combat qui n'est jamais gagné d'avance, mais qui n'est pas non plus perdu d'avance. Il ne faut pas se décourager.

Je crois qu'aujourd'hui, pour rebondir sur ce qu'évoquait tout à l'heure Laurent Joffrin, nous sommes dans une phase difficile, une phase de dépression, mais pour autant je continue de penser que nous avons besoin de la gauche, d'une gauche socialiste social-démocrate, terme qu'aujourd'hui nous assumons pleinement parce qu'à l'époque dire le mot social-démocrate, c'était déjà une trahison. Cette situation a perduré longtemps, mais la gauche a trouvé en elle la capacité de muter, de se

transformer, de surmonter des obstacles parfois artificiels. Au fond, nous avons gagné quand même la bataille des idées, et notamment sur un point central qui constituait notamment la difficulté que nous avions avec le Parti communiste : la question démocratique. Ce qui caractérise le mouvement socialiste, c'est l'attachement à la démocratie, c'est ce qui fonde la différence avec les communistes. C'était déjà la question centrale développée par Léon Blum au congrès de Tours.

Pour illustrer cette constatation, un des débats constants dans les négociations entre les communistes et les socialistes sur le programme commun, a été celui de l'alternance. Cela n'allait pas de soi pour les communistes que l'alternance soit respectée. Les socialistes ont fini par arracher aux communistes qu'ils l'acceptent.

Vous réalisez le chemin parcouru. La question démocratique se pose-t-elle aujourd'hui ? A trancher parfois entre les socialistes et la France Insoumise. Mais au moment où le populisme progresse partout, où la démocratie est remise en cause, la question démocratique reste au cœur de l'identité socialiste. Elle ne doit pas rester centrale dans nos réflexions et dans nos décisions.

JEAN PEYRELEVADE

*Ancien conseiller de Pierre Mauroy à Matignon,
auteur et signataire du « Manifeste pour la social-démocratie »*

RÉAFFIRMER UNE GAUCHE RÉFORMISTE FRANÇAISE

J'éprouve la plus grande admiration - et plus le temps passe, plus mon admiration augmente - pour Pierre Mauroy. Et, en même temps, aujourd'hui je vais insister sur ce qui me paraît être une de ses contradictions, contradiction qui, à la fois, était la condition de son succès et qui, d'une certaine manière, explique aussi le déclin de la gauche après qu'il eut quitté le pouvoir.

Pouvait-il faire autrement ? Probablement pas, mais je pense qu'il faut être lucide sur les contradictions de sa position qu'il assumait complètement et qu'il gardait pour lui. Ainsi, ce que je vais vous dire est un travail de reconstruction ex-post, donc qui n'engage que moi.

La clandestinité d'une pensée

1971 : j'étais trop jeune pour participer au congrès d'Épinay. J'avais rejoint la SFIO non sans réticences en 1964-1965. J'avais eu la chance de rencontrer très vite Pierre Mauroy et j'étais devenu l'un de ses deux

conseillers économiques, l'autre étant Henri Guillaume. La rigueur, dont on ne va pas parler ou pas trop, se construit tout de suite, depuis très longtemps. Je n'ai donc pas participé à Épinay. En revanche je me souviens de deux points que Pierre Mauroy m'a dits plus tard, dans des conversations amicales. Tout d'abord, il m'a précisé qu'il était entendu avec François Mitterrand, avant le congrès d'Épinay, que lui, Pierre Mauroy, prendrait le secrétariat du Parti socialiste et que François Mitterrand serait candidat à l'élection présidentielle.

C'est Pierre Mauroy qui a dit à François Mitterrand, après la victoire au congrès, qu'il valait mieux que ce soit lui, François Mitterrand, qui soit premier secrétaire.

Deuxième point : c'est à ce moment-là - on l'a appris beaucoup plus tard - que, en contrepartie si j'ose dire, François Mitterrand lui aurait dit : « si jamais je deviens président de la République, vous serez mon Premier ministre ». Vous mettez ces deux éléments ensemble et vous avez le résumé de la contradiction, de personne à personne, si je puis dire. Car les deux hommes avaient certes beaucoup d'idées communes, mais aussi beaucoup de divergences. Ensuite là où, pour moi, cette contradiction a commencé à se manifester de manière plus claire, ce fut lors de la préparation des Assises du socialisme qui fut ma première tâche politique aux côtés de Pierre Mauroy, où je l'ai vraiment accompagné. Pour moi, c'est un grand moment parce que ces Assises ont été préparées pendant toute l'année 1973 de manière complètement clandestine. Je peux même vous donner le lieu où cela se passait. Je pense que vous l'ignorez tous ! Nos réunions se tenaient rue Jacques Bingen, dans l'ancienne maison de Guy de Maupassant qui est une maison magnifique dont le propriétaire, André Salomon, était rocardien et anti-mitterrandiste de choc. Edmond Maire, Michel Rocard et Pierre Mauroy se réunissaient régulièrement. J'avais la chance d'accompagner Pierre Mauroy. J'ai donc participé à toutes les réunions.

A l'époque - vous allez voir la contradiction arriver - il fallait que ce projet reste caché. Aucun des trois acteurs ne voulaient qu'il s'ébruite parce

qu'ils étaient potentiellement la cible de possibles attaques, chacun dans son parti ou dans son organisation. Ce projet minuscule au départ - on ne pouvait pas aller plus loin - était de créer ensemble une revue dans laquelle les trois parrains seraient apparus de manière discrète. C'est d'ailleurs de ce projet qu'est née un peu plus tard, après les Assises du socialisme, la revue *Faire*. La clandestinité d'une pensée, qui était en fait une pensée social-démocrate, est évidente. Ils savaient qu'ils étaient minoritaires ou exposés s'ils affichaient trop clairement leurs idées.

C'est juste après la mort de Georges Pompidou, lors d'une rencontre que nous avons prévue et au cours de laquelle nous devons commencer à regarder le numéro zéro de la future revue, que Pierre Mauroy a changé les choses. Il nous a dit : « Messieurs, les amis, vous ne pensez pas qu'il est peut-être temps d'aller un peu plus vite ? » C'est à ce moment-là que sont nées les Assises du socialisme.

La social-démocratie n'a jamais existé en France

Il en est l'auteur principal. Pourquoi ? Parce que, comme l'a dit Jean-Marc Ayrault tout à l'heure, il voulait l'unité du Parti socialiste. C'est une constante chez lui. Mais, en même temps, il y avait la CFDT et Michel Rocard qui, la suite l'a montré, était minoritaire au sein du PSU. Michel Rocard, la CFDT, les amis de Pierre Mauroy de l'époque pouvaient générer tous ensemble un vrai projet de gauche réformiste. Ce projet n'a jamais été explicité. Il n'a jamais été écrit. Il n'a jamais été exposé.

Ensuite, Michel Rocard a rejoint le Parti socialiste. L'hostilité d'une large partie du Parti socialiste est immédiate, en particulier de la part de Jean-Pierre Chevènement et des siens. N'oubliez jamais le mot de Chevènement : « la social-démocratie, c'est une social-médiocratie ».

La deuxième fonction que Pierre Mauroy m'avait confiée après les Assises du socialisme - Michel Destot le sait - était d'être son ambassadeur permanent auprès de la rocardie. Ce qui fait que je connaissais tous les rocardiens et que je participais régulièrement au déjeuner du jeudi, avec

Michel Rocard, dans son appartement du boulevard Saint-Germain. Dès lors, aux yeux de François Mitterrand, j'étais moi-même rocardien, donc définitivement exclu de ses carnets.

Je savais qu'existait un énorme potentiel en commun entre ces deux courants - les rocardiens et les mauroyistes - et qu'il fallait peu de choses pour écrire un projet de gauche réformiste et pour le rendre tangible. Cela ne s'est pas fait. Pourquoi ? Pour deux raisons. L'une qui est, si je puis dire, accidentelle : c'est l'ambition personnelle de Michel Rocard qui rêvait du pouvoir présidentiel avant de penser à la manière d'y parvenir. Je lui en veux d'ailleurs beaucoup pour cette raison.

La deuxième raison, et là c'est la responsabilité de Pierre Mauroy, est que l'idée de l'unité du Parti socialiste, lui interdit d'apparaître à la tête d'un courant cantonné au réformisme. On dit que la social-démocratie française a aujourd'hui disparu. Elle n'a pas disparu, elle n'a jamais existé en France, elle n'a jamais été assumée comme telle. J'ai vécu dans les pays d'Europe du Nord, donc je connais la différence. Là réside la contradiction de Pierre Mauroy.

Un retour vers le passé

Pour conclure, je rappelle que nous avons gagné le combat de 1982-1983. Ce n'est pas le sujet de ce soir, mais pensez-vous que c'est un hasard si les trois ministres réformistes, les trois ministres sociaux-démocrates n'ont pas construit ce projet de gauche réformiste ? Pierre Mauroy, dont j'ai tendance à penser qu'il était le meilleur des trois (je suis partial certainement !) ne s'est jamais affiché comme social-démocrate, je l'ai dit, au nom de l'unité du Parti socialiste. Il est sorti à sa façon, c'est-à-dire discrètement, sans faire de vagues internes, de la vie politique française et il a rejoint l'Internationale socialiste. Jacques Delors a renoncé officiellement, explicitement à une carrière politique française. Michel Rocard est enfin parvenu au poste de Premier ministre où il a été exécuté par François Mitterrand.

Donc ma conclusion, pour moi en tout cas, est que la gauche française a toujours été dominée, avec toutes les ambiguïtés de François Mitterrand, qui n'était sans doute pas dupe des siennes propres, par sa composante radicalisée. C'est encore le cas aujourd'hui. C'est un retour vers le passé que nous vivons d'une certaine manière, avec la différence que manifestement Jean-Luc Mélenchon est moins subtil que François Mitterrand.

Je m'adresse au Parti socialiste et à Boris Vallaud : si vous pensez que vous allez avoir, sous le parapluie de Jean-Luc Mélenchon, le même type de parcours que nous avons eu avec Pierre Mauroy et François Mitterrand, vous vous trompez complètement.

Pour moi, la première condition pour reconstruire la gauche française - ce sera un long travail, j'en suis d'accord - c'est de réaffirmer ce qu'est une gauche française réformiste, ce qui n'a jamais été fait. Je ne dis plus social-démocrate parce qu'on doit y ajouter l'écologie (il faut trouver un mot qui englobe ces deux dimensions). Tant que ce principe de base ne sera pas réaffirmé, nous resterons dans l'impasse. Merci de m'avoir écouté.

/ **ERNST STETTER**

Ancien secrétaire général de la Fondation européenne d'études progressistes (FEPS)

LES EXIGENCES D'UNE RÉNOVATION DE LA GAUCHE EN EUROPE

Pierre Mauroy écrivait dans *Ce jour-là*, je cite : « On n'a jamais tout à fait gagné en politique. Un jour une victoire, certes, mais dès le lendemain, il faut reprendre les armes, à commencer par la parole. Il faut sans cesse convaincre ceux qui n'ont pas choisi votre camp de le rejoindre, et ceux qui l'ont choisi de ne pas s'en détourner ». Ces mots de notre cher inspirateur analysent très justement les exigences d'une rénovation de la gauche en Europe. Le mouvement de gauche n'a pu transformer nos sociétés au dernier siècle que parce qu'il s'est doté d'un système d'action efficace ! La social-démocratie européenne d'aujourd'hui ne pourra que transformer nos sociétés dans un monde globalisé si elle se donne, comme avant, les moyens adaptés aux nouvelles exigences.

Trois exigences majeures de la gauche européenne

Le week-end dernier s'est tenu à Berlin le congrès du Parti Socialiste Européen. Enfin, le mouvement a une nouvelle direction. Espérons que

le renouveau ne se fait pas simplement par un renouveau du personnel et du leadership, mais par un véritable nouveau narratif, qui correspond aux exigences européennes actuelles. Cela pourrait bien se faire autour de son nouveau président, l'ancien Premier ministre suédois Stefan Løfven. Il a une responsabilité énorme. Il doit établir en Europe une gauche unifiée et efficace, une gauche face aux extrémistes et populistes et une gauche qui répond aux menaces de sécurité de l'agresseur russe. Le secrétaire général doit tenir compte des faiblesses dans l'organisation des différents partis sociaux-démocrates en Europe. Mais, tout d'abord, il doit voir comment renforcer l'organisation pour développer davantage une nouvelle force de gauche. La social-démocratie en Europe est obligée de renouveler son discours et ses différents programmes pour être vue comme un mouvement politique du présent et surtout de l'avenir. Les exigences majeures actuelles se laissent résumer en trois points : les nouveaux grands paradigmes, la crédibilité dans la pratique politique, la perspective européenne et la paix.

1 - Répondre aux nouveaux paradigmes

Les grands paradigmes des dernières décennies ont perdu leur validité : tout d'abord, depuis le 24 février 2022, la paix par l'interdépendance est menacée. Mais, face aux changements climatiques, c'est aussi la prospérité par la croissance, la liberté par le libre-échange et le bien-être par l'accord entre les différents partenaires sociaux.

Ce qui a fonctionné dans le passé ne mène plus nécessairement à l'objectif du progrès d'aujourd'hui. Nombreux sont donc ceux qui doutent des promesses de progrès par les sociaux-démocrates.

Pour que les promesses regagnent en crédibilité, le mouvement devrait déterminer les possibilités réelles de progrès dans des conditions politiques et sociales si radicalement changées depuis le début du XXI^e siècle.

Un renouveau idéologique doit donner vie au concept abstrait du progrès et de définir une direction concrète d'un nouveau concept social-

démocrate. Cela signifie tracer la voie d'une démocratie écologique, sociale et numérique. L'objectif de l'action social-démocrate à l'avenir devrait ainsi tout d'abord se concentrer sur une politique face à l'exigence du changement du climat.

Cette tâche du siècle n'est pas simplement une opération technocratique et simultanément un projet de politique purement climatique. Au contraire, c'est une politique transversale qui changera fondamentalement la vie de chacune et chacun.

L'État, l'industrie, les partenaires sociaux et la société civile sont défiés d'agir ensemble pour permettre à tous d'avoir des chances égales et justes dans cette société transformée et écologiste. Il y aura de nombreux conflits difficiles en cours de route qui ne peuvent être résolus qu'ensemble et avec une politique cohérente établie sur une croissance dans l'esprit d'un équilibre social. Pour ce faire, la gauche européenne a besoin d'une nouvelle promesse fondée sur la protection du climat et le renforcement de la démocratie. Cette restructuration doit être fondée sur une économie juste et sociale et ancrée dans la société.

L'État-nation et l'Europe sont bien à l'épreuve pour façonner stratégiquement cette transformation tournée vers l'avenir. L'impasse est à briser entre la nostalgie social-démocrate et la modernité postindustrielle.

2 - La crédibilité dans la pratique

Un second point semble également très important. Après des décennies de division, des politiques d'austérité et le déni des défis écologiques et mondiaux, la gauche est à l'épreuve d'être crédible dans sa pratique politique.

Le défi de reconquérir la confiance d'un électorat traditionnel, et par ailleurs de gagner un nouvel électorat plus jeune se situe donc d'assurer une stabilité électorale non-volatile en prouvant de ne pas trahir par les arguments des exigences sans alternatives à cause de la réalité politique. Car les slogans électoraux seuls ne sont pas la solution. Toutefois, une réorientation aussi fondamentale ne fonctionne que s'il est possible de

parvenir à une fidélisation durable et solide de ses membres et ses électeurs. Nos sociétés modernes exigent une définition renouvelée de la démocratie participative. La participation active à la vie politique est la clé pour surmonter la perte de confiance dans les institutions représentatives de nos démocraties européennes. En plus, aucun parti moderne ne peut prétendre revendiquer un enjeu politique, économique, écologiste et sociale pour lui-même. L'écologie n'est pas le domaine exclusif des Verts, pas plus que la réduction des déséquilibres sociaux est celui de la social-démocratie.

Cela nécessite une discussion approfondie sur les conflits primordiaux de nos sociétés européennes modernes. Les dangers pour les démocraties postindustrielles modernes surgissent à l'intérieur des démocraties elles-mêmes : l'autoritarisme nationaliste ne peut qu'être combattu par des formes de rapprochements des groupes sociaux sur un pied d'égalité autour d'objectifs politiques spécifiquement articulés.

Le conflit entre travail et capital ou entre gauche et droite existe bel et bien toujours. Il est même renforcé par la dimension écologique et demande donc un renouveau accéléré du programme social-démocrate. Ainsi, la perspective de peser dans la durée au sein de l'enjeu politique ne se résume pas simplement d'être au pouvoir, mais bien évident de répondre à la complexité de nos sociétés modernes.

Le vote « stratégique » de l'électeur est de moins en moins entre un bloc « conservateur » et un bloc « progressiste ». Cette frontière s'est depuis longtemps brouillée. Cela pourrait être constaté en Allemagne, en Autriche, mais également en Suède et au Danemark, les alliances contre-nature entre deux blocs idéologiques antagonistes donnent à l'électorat le sentiment d'avoir être trompé. De nouveaux acteurs politiques apparaissent qui pèsent sur la formation d'un gouvernement et de l'action politique. « En marche » (ou « Renaissance ») est bien un exemple. Souvent, les partis sociaux-démocrates ne sont plus capables de remporter des majorités sur leur seul nom et les obligent de négocier, même de se renier, ce que l'on a pu constater en France.

3 - Garantir la paix face à l'agresseur russe

Hélas tout a changé cette année. Face à la situation inédite de la guerre en Ukraine par l'agresseur russe, une nouvelle ligne de renouveau s'est imposée brutalement pour toute l'Europe.

La politique étrangère et de la sécurité est au centre de l'action. Depuis des décennies, surtout, le SPD a prédestiné la stratégie « de changement par le commerce » définie depuis Willy Brandt pour le rapprochement avec la Russie. Malgré la Géorgie, la Crimée et le Donbas, cette politique a été poursuivie. Cela était bien évidemment dans la perspective d'assurer pour l'Allemagne, mais également pour d'autres pays européens comme l'Italie, l'Autriche et les pays de l'Est des livraisons des ressources naturelles indispensables pour la croissance de leurs économies.

Dans ses discours remarquables du 27 février 2022 au Bundestag et le 29 août à Prague, le chancelier allemand, Olaf Scholz, parle d'un changement d'époque (« Zeitenwende ») et de l'obligation de construire une nouvelle architecture de sécurité durable pour toute l'Europe. Ce changement oblige une rupture fondamentale des principes de la politique de sécurité et de défense depuis la chute du Mur en 1989, voire la fin de la Seconde Guerre mondiale.

Quatre domaines devraient être au cœur de cette nouvelle Europe géopolitique : une Europe élargie, une Europe économiquement forte et stable, une Europe de sécurité commune et une Europe de droit. Tout d'abord, une Union élargie serait nécessaire pour assurer la stabilité au sein de l'Europe et pour protéger davantage les valeurs communes. Dans un second temps, l'Europe devrait économiquement devenir plus indépendante dans le monde globalisé. Cela nécessite de se libérer au plus vite des dépendances unilatérales notamment par une diversification des chaînes des livraisons. Seulement avec la promotion des relations commerciales différenciées, et donc aussi des chaînes d'approvisionnement diversifiées, l'Europe pourra atteindre sa souveraineté nécessaire. La réalisation d'une « Made in Europe » ne serait que possible par une volonté commune de maîtriser le changement climatique et de se

positionner mondialement comme le continent de l'industrie verte et écologique.

Troisièmement, surmonter les conflits internes existants, comme dans le cas de la politique migratoire, nécessiterait aussi de prendre des risques et de trouver de nouvelles solutions. Cela s'applique également à la poursuite de la réforme du Pacte européen de stabilité et des critères de Maastricht. Et, finalement, quatrièmement, une meilleure et plus efficace interaction dans la politique européenne de sécurité et de défense est absolument exigée.

La social-démocratie ne peut plus s'adresser à l'Europe simplement par la forme lors des campagnes électorales. Insister uniquement sur la nécessité de poursuivre la voie de l'intégration ne suffit plus. La gauche européenne doit incorporer une nouvelle voie de l'intégration en Europe. Ce n'est qu'ainsi que les valeurs européennes, telles que l'État de droit et la paix, puissent être garanties pour les citoyennes et citoyens.

BORIS VALLAUD

Député des Landes, président du groupe socialiste à l'Assemblée nationale

L'ALTERNATIVE HEUREUSE DE PROGRÈS QUI CHANGE LA VIE, C'EST LE SOCIALISME

J'ai compris qu'étant le plus jeune, c'est à moi que tu réservais les avanies ! Je veux d'abord vous remercier pour votre invitation qui m'impressionne beaucoup. De nombreuses personnalités éminentes, des acteurs d'une époque glorieuse sont présents, dont je suis le modeste héritier. Je mesure la responsabilité qui est la mienne comme député socialiste, comme président du groupe socialiste dont j'aime à rappeler qu'il est à l'Assemblée nationale le plus vieux groupe parlementaire - cent-trente ans l'année prochaine. Certes, Jean Jaurès n'en a pas fait partie. Mais ce groupe reste le plus vieux groupe de l'Assemblée nationale et je n'ai pas dans mes ambitions celle d'éteindre la lumière.

Un travail de reconquête considérable

Je vous remercie aussi parce qu'il est assez rassérénant de vous écouter et d'écouter cette histoire à rebondissements, où la gauche a dû surmonter beaucoup de ses contradictions, de ses désaccords et de ses désunions pour

parvenir au pouvoir avec une ambition qui, pour moi, demeure intacte, qui est celle de changer la vie, d'abord de celles et ceux pour lesquels on s'engage qui sont les plus modestes, celles et ceux qui n'ont que leur force de travail pour vivre, quand elles ont un travail et qu'elles arrivent à en vivre. Mais je mesure bien aussi qu'est présente dans ce colloque et dans cet échange, cette question peut-être qui vous taraude : on a construit tout cela, qu'avez-vous fait pour en être là où on en est aujourd'hui ? Je dois vous dire qu'ayant été élu en 2017 et rentrant à l'Assemblée nationale avec moins d'une trentaine de députés socialistes, il m'arrive de me poser la question : qu'avons-nous fait pour qu'on se retrouve là ? Cette question, au fond, se pose à nous tous et je crois qu'il est important de pouvoir en débattre.

Juste quelques mots parce que je suis obligé de faire ma biographie, à la différence d'autres. En 1971, je n'étais pas né. En 1981, j'ai un souvenir politique mais qui est probablement rapporté, qui est d'être sur les épaules de mon père place de la Bastille. Mon premier souhait d'adhésion au Parti socialiste se situe quand j'étais étudiant. Je me suis présenté à l'une des deux sections du 15^e arrondissement et on m'a dit au moment où je voulais prendre ma carte : ce serait bien que tu sois strauss-kahnien pour l'équilibre de la section. Je suis reparti sans ma carte.

Finalement, je suis un jeune militant puisque j'ai pris officiellement ma carte au Parti socialiste en 2016, même si, Jean-Marc Ayrault le sait, j'ai été directeur de cabinet d'Arnaud Montebourg, secrétaire général adjoint de l'Élysée sous François Hollande et j'ai succédé à Henri Emmanuelli dans les Landes. Je suis, d'une certaine manière, comptable de tout cela.

Je vous dis tout cela parce que j'ai le souvenir d'un coup de téléphone, peu de temps après mon élection, de Pierre Joxe qui demande à me voir. Je vais me présenter à lui avec beaucoup d'humilité. Il me dit : « On a été dans l'opposition pendant vingt-trois ans, c'est mieux si cela dure moins longtemps. Mais, avec du travail, la gauche reviendra au pouvoir ». Je ne

m'inscris pas dans une sorte de compte à rebours en me disant qu'on peut se permettre d'attendre vingt-trois ans et que nous prendrons le temps nécessaire à notre redressement. Au contraire, j'ai un sentiment d'urgence et d'impérieuse nécessité qui est sans aucun doute d'une nature différente de celui qui prévalait en 1971 et jusqu'en 1981.

Simplement, pour partager avec vous ce qui nourrit ce sentiment d'urgence qui ne m'ait pas été personnel, et que j'ai sans doute vécu comme beaucoup de gens avec douleur et même comme une violence, c'est l'entrée dans l'hémicycle de l'Assemblée nationale de quatre-vingt-neuf députés du Rassemblement national, les hommes rasés de près, les femmes bien habillées, les hommes aussi, avec des méthodes courtoises et civilisées. Ces quatre-vingt-neuf députés entrent alors que nous avons imaginé un mode d'élection et un mode de scrutin qui devait leur être particulièrement défavorable. Ils sont là, se revendiquant du gaullisme et de la République, alors que - et je le leur ai rappelé dans la réponse que j'ai faite à la Première ministre dans le discours de politique générale - en 1946, aucun d'entre eux n'était sur les bancs de l'Assemblée nationale, ils étaient sur d'autres bancs à devoir rendre des comptes devant la justice de la République.

Si je le dis, c'est que je mesure l'urgence d'une refondation à la lumière de cette menace, l'extrême droite, qui a trouvé corps dans l'hémicycle, et de la possibilité, que je crois loin d'être fantasmée, de son accession au pouvoir. Si nous ne voulons pas de cette alternance et de cette alternative, à nous de la construire à gauche.

On pourra toujours débattre des responsabilités des uns et des autres, mais je fais le constat, considérant les résultats électoraux du Parti socialiste en tout cas au plan national -1,7% -, que nous n'avons pas seulement perdu contact avec les classes populaires mais que nous l'avons perdu à peu près avec tout le monde. Le travail de reconquête est donc absolument considérable, d'aucun dirait vertigineux. Cela ne suffit pas à nous décourager pour autant.

Réfléchir à ce que nous sommes

C'est dans ces circonstances que je considère que l'union de la gauche y compris avec la France insoumise s'imposait. Mais je considère aussi que cette alliance est un point de départ et non un point d'arrivée. Dans le travail auquel je m'astreins, comme tous les députés socialistes, prévaut cette exigence intellectuelle de se poser la question de ce que nous sommes en se départissant de ce que Blum appelait à l'époque le « qu'en dira-t-on communiste ». Nous travaillons en nous moquant du « quand dira-t-on » des insoumis, des communistes, des macronistes. Une seule question prévaut : qu'en pensons-nous comme socialistes ?

Il faut aussi trouver les mots pour dire ce que nous sommes. J'ai bien compris qu'il y avait entre 1971 et 1981 et qu'il y a peut-être encore aujourd'hui, un débat sémantique. Quand j'entends Pierre Mauroy faire le reproche que la pente serait trop social-démocrate, Jean-Pierre Chevènement avoir les mots peu amènes qui ont été rappelés tout à l'heure, je mesure que nous sommes encore confrontés à ce débat. Ayons conscience que pour la part la moins politisée de ma génération et plus encore pour celles qui lui ont succédé certains mots comme social-démocratie ou socialisme, ne renvoient pas à l'imaginaire qui est le nôtre, à son œuvre et à ses riches heures. Il y a, dans la définition de ce que nous sommes, un travail sur les mots à faire autant qu'un travail sur le fond et d'évidence enfin il doit y avoir un travail sur la façon de le faire savoir.

Sur ce dernier point, j'ai la prétention de penser que les députés socialistes ont constitué à l'Assemblée nationale le groupe parlementaire le plus sérieux, le plus travailleur de la dernière législature. Mais je fais aussi le constat désenchanté que tout le monde s'en moque et que surtout personne ne le sait. Il faut donc non seulement faire, mais le faire savoir par les questions que nous posons au Sénat comme à l'Assemblée nationale et par les initiatives que nous prenons. De ce point de vue, nous avons quelques leçons à prendre des partis avec lesquels nous travaillons

aujourd'hui, qui sans être les bons élèves que je prétends que nous sommes, savent mieux que nous se faire entendre des Français.

Je le dis parce qu'ils s'adressent mieux que nous, en particulier, à la nouvelle génération. Je voyais l'exigence de François Mitterrand à Épinay d'être le parti de la jeunesse. Dans la manifestation de dimanche dernier, organisée par LFI, à laquelle je suis passé, j'ai été saisi par la jeunesse des manifestants. D'ailleurs, entendant le témoignage d'un certain nombre d'entre vous, je me dis que vous auriez peut-être été dans votre jeunesse de ceux-là, mus à la fois par une forme de révolte et d'aspiration véritable à changer la vie. Parler aux Français, parler à la jeunesse, parler à la gauche. Voilà trois défis. Je me souviens que dans la campagne présidentielle, nous avons souvent dit : « Nous sommes la gauche de gouvernement ». Je me suis vu parfois rétorquer : « de gouvernement, tout le monde le sait, de gauche, les gens s'interrogent ».

Donc quand je réfléchis à ce que nous sommes, je dois vous dire que le terme que j'utilise est celui de socialiste, avec sa longue histoire, ses exigences... et sa proximité avec la sociologie. De ce point de vue-là, Durkheim est assez intéressant quand il dit que socialisme est à la fois un cri de misère et une grille de lecture de la société. Je m'y retrouve pleinement.

Deux questions et trois urgences

Ma conviction aujourd'hui, quand je vois le monde tel qu'il est, c'est que nous avons sans doute manqué un certain nombre de rendez-vous, comme le tournant de la mondialisation, la financiarisation de l'économie, la crise écologique. Nous avons peut-être sous-estimé - et là je pose la question aussi à notre collègue du SPD - ce que pouvait signifier pour nous, dans les affiliations politiques comme dans notre capacité à parler d'avenir, la chute du mur de Berlin. Quand je parle de désaffiliation politique et que je vois Jean-Pierre Chevènement soutenir Emmanuel Macron, je dois vous dire qu'elle me paraît assez complète.

Nous avons donc besoin de retrouver des cadres d'affiliation politique structurants et de retrouver cette geste dont nous avons été capable et cette rhétorique de la rupture que j'aime bien et que je trouve très adaptée à l'époque. Si nous posons la question de savoir avec quoi nous voulons rompre, on pourrait dire assez simplement que c'est avec un monde devenu invivable du fait des inégalités et inhabitable du fait du réchauffement climatique. Et, que derrière cette geste-là, il y a la possibilité d'écrire un récit politique qui se fonde sur un récit heureux.

Je notais d'ailleurs qu'en politique aujourd'hui, il n'y a pas de récit heureux. L'extrême droite se fonde sur les peurs, la France insoumise sur les colères et En marche sur une forme d'état de nécessité et sur un gouvernement très gestionnaire, au mieux gouverné par les préjugés sur un certain nombre de sujets.

Dans cette geste-là, la question que je me pose est de savoir comment être à la fois réformiste et radical. Le réformisme radical est, au fond, l'essence du socialisme de la fin du XIX^e siècle. Je crois qu'il y a d'ailleurs un très bon numéro de la revue Mil neuf cent : revue d'histoire intellectuelle sur ce sujet-là. Comment retrouver cette geste ? Comment faire de la vraie radicalité transformatrice pour transformer la société, non pas celle qui hurle mais celle qui construit ? Et, pour faire un lien avec la social-démocratie comme méthode, la fabrique du compromis, l'attachement à la démocratie sociale, l'attachement au débat parlementaire, c'est un défi qui nous est fait dans cette assemblée plus pluraliste que jamais et sans majorité absolue.

Nous allons aussi avoir à nous poser un certain nombre de questions dans les mois et les années qui viennent. Par exemple comment la gauche va-t-elle aborder la question du travail ? Je crois à la centralité du travail, mais je ne crois pas comme une abstraction à la valeur travail. Je crois au travail de valeur, digne, porteur de sens, qui émancipe véritablement. Ce débat de fond a été très maladroitement engagé à gauche, or c'est un vrai débat. Nous entendons en effet les doutes, les questions qui taraudent les Français

quand on se promène dans nos campagnes - et je suis d'un territoire exclusivement rural. Ils ont le sentiment de trop payer et que leurs voisins resquillent. Ils ont le sentiment de n'avoir droit à rien, d'être en permanence classe moyenne, paupérisés, uberisés et finalement méprisés par le système. Tout cela est extrêmement violent.

Comment allons-nous aborder la question de l'immigration ? Il y aura un débat en décembre à l'Assemblée nationale sur cette question qui taraude aussi les Français. Je ne suggère pas d'essayer de trianguler avec la droite et moins encore avec l'extrême-droite. Vous connaissez la formule de Rousseau : « à gouverner par les préjugés, on finit soi-même par être gouverné par les préjugés ».

Ces deux questions sont très importantes. Mais nous avons aussi trois combats à engager, trois urgences à satisfaire.

D'abord l'urgence sociale. Si nous nous battons sur la question du salaire, sur la question du partage de la valeur ajoutée, c'est parce qu'on convoque avec Orwell la « décence commune » et une forme de commune humanité qui est ébranlée par ces inégalités.

Ensuite, il faut que nous répondions à l'urgence environnementale. Je dois vous dire qu'aujourd'hui nous ne savons pas très bien comment parler d'écologie aux classes populaires. En fait, si j'étais un peu provoquant, je dirais que l'écologie est d'abord un sujet pour nous avant d'être un sujet pour les écologistes parce que c'est un levier de transformation sociale considérable, un levier d'amélioration de la condition humaine. Nous devons dire que nous voulons une écologie des vulnérables, une écologie des inégalités, pour reprendre les propos de Piketty, une écologie qui desserre la ceinture, qui permettra aux plus modestes de mieux vivre parce qu'ils se chaufferont mieux, parce qu'ils se déplaceront mieux, parce qu'ils mangeront mieux.

La dernière urgence est démocratique. Nous le voyons, des menaces pèsent sur la démocratie au plan international avec la guerre en Ukraine qui en est un symbole, mais aussi avec le comportement de la Chine et

avec des questions qui se sont posées de façon presque subreptice dans la crise de la covid. Lequel des modèles politiques - les régimes autoritaires et les démocraties - est le plus à même d'affronter cette pandémie et demain d'affronter le réchauffement climatique ? Nous devons faire la démonstration que notre régime est le meilleur.

Or, nous voyons que dans nos démocraties, et en France particulièrement, après l'Italie, après la Suède, les forces de la réaction ont l'organisation politique et la force sociale pour s'emparer du pouvoir. Je crois malheureusement que la raison d'être de la gauche et du socialisme est absolument intacte.

Si je pouvais juste avoir une formule : j'ai pris ma carte au Parti socialiste un peu comme un acte de foi. J'étais socialiste avant, je ne sais pas ce qu'il adviendra du Parti socialiste, mais je pense que je le serai après, s'il devait disparaître. Certains s'en sont éloignés et le Parti socialiste est faible de tous ceux qui en sont partis parce que c'est d'abord dans cette maison du socialisme, dans cette maison du progrès, dans cette maison de la justice, avec nos contradictions, avec nos exigences, que nous avons besoin de débattre. Si nous sommes capables, entre nous, de surmonter toutes nos contradictions, nous serons capables de les surmonter dans la société, de remporter le pouvoir et de se dire demain que, finalement, l'alternative heureuse de progrès qui change la vie, c'est le socialisme.

Mon ambition comme président de groupe - y arriverai-je ? - est de rassembler tout le monde. La gauche hors les murs est aujourd'hui plus importante que la gauche dans les murs. Nous avons une forme d'impératif de gagner parce que sinon cela va très mal se passer. Après Changer la vie, la promesse qui est faite par l'extrême-droite est de nous la bousiller. Voilà ce que je voulais vous dire en introduction.

LAURENT JOFFRIN

Merci à nos intervenants. Nous allons maintenant aborder la phase de discussion entre vous, puis le débat sera ouvert avec la salle.

J'ai une première question sur la partie historique. Pour avoir vécu une grande partie de cette histoire, comme militant ou comme journaliste, je reprends ce que disait Jean-Marc Guislin. À Épinay, François Mitterrand dit (je crois que ce sont ses mots exacts) : « celui qui n'est pas pour la rupture avec la société capitaliste ne peut pas être membre du Parti socialiste ». Un an plus tard, si j'ai bien compris votre exposé, une des conditions posées par Pierre Mauroy dans la discussion avec le PCF est de maintenir les cadres de l'économie de marché. Il me semble qu'il y a là une contradiction.

Ma question est donc la suivante : la vérité idéologique des socialistes, dès cette époque, n'est-elle pas, en fait, celle d'une gauche réformiste ou social-démocrate ? Je sais que le terme « social-démocrate » est en partie impropre parce que les rapports de la gauche avec les syndicats ne sont pas les mêmes en France qu'ailleurs en Europe. Mais au fond les socialistes ne couvraient-ils pas par un discours radical une pratique pour l'essentiel réformiste ?

JEAN PEYRELEVADE

Non, Laurent, je ne suis pas d'accord en tant que témoin et acteur. J'ai participé avec Pierre Bérégovoy aux négociations sur le programme commun. J'étais dans la commission sur les nationalisations qui constituaient un sujet majeur du programme. Je rappelle qu'on a nationalisé la totalité du système bancaire et probablement 25 % à 30 % de l'appareil industriel.

On l'a oublié aujourd'hui parce que tout a été reprivé ensuite, avec Lionel Jospin comme le plus grand privatiser de l'histoire

post-mitterrandienne. Mais il y a eu cette volonté absolue de nationaliser la totalité des grands moyens de production, c'est-à-dire toutes les grandes entreprises industrielles et tout l'appareil bancaire. Il n'en reste rien aujourd'hui mais c'est un fait.

Deuxièmement : l'économie de marché n'a jamais été explicitement acceptée. Il ne faut pas oublier que les trente-cinq heures sont un acte de Lionel Jospin... Ce n'est pas la réduction de la durée du travail en soi que je critique mais la méthode employée, c'est-à-dire la décision imposée à la totalité de l'appareil productif : sous-entendu ce n'est pas au patron de décider par la négociation avec son personnel la durée du travail dans l'entreprise. C'est l'État qui décide. Ce n'est pas une reconnaissance de l'économie de marché. D'ailleurs, à partir de ce moment-là, beaucoup d'industriels ont déménagé leurs usines parce que c'est une situation insupportable pour un chef d'entreprise.

Troisièmement : le même Lionel Jospin - j'ai une cible, c'est vrai - dit, à sa façon toujours très élégante, très construite, qui peut d'abord le faire passer pour un génie mais qui sonne creux quand on y réfléchit, oui à l'économie du marché, non à la société de marché. Si quelqu'un peut m'expliquer ce que ça veut dire, je suis preneur.

Et donc l'économie de marché ne revient comme une valeur affirmée que grâce à Pierre Mauroy au congrès de l'Arche qui se tient en novembre 1991. Voilà la réponse.

/ **LAURENT JOFFRIN**

Qui veut intervenir ?

/ JEAN-MARC AYRAULT

Il faut se rappeler le contexte d'Épinay et l'état de la gauche. La pression du parti communiste, politique et idéologique, sur toute la gauche est impressionnante et culpabilisante. Elle nous renvoie à ce que disait Léon Blum au congrès de la SFIO, à la Libération, où lui et Daniel Mayer vont être battus par Guy Mollet : « Vous cédez au qu'en dira-t-on communiste ».

Economie de marché ou pas ?

Cette tendance est déjà extrêmement forte. En 1971, nous ne sommes pas très loin de 1969 et des 5 % de Gaston Defferre. Pour reconstruire, on voit bien - François Mitterrand et Pierre Mauroy en sont convaincus - qu'il faut faire l'union de la gauche. Mais il y a, en quelque sorte, un prix politique et idéologique à payer, qui se résume à la formule de François Mitterrand, affirmée avec force et même avec une brutalité incroyable et qui paraît incongrue avec le recul : « Qui n'est pas pour la rupture ne peut pas être adhérent du Parti socialiste ».

Pourtant, l'immense majorité des délégués présents, peut-être même la quasi-totalité, y adhèrent. C'est l'état d'esprit de l'époque.

Ensuite, le débat sur l'économie de marché - sommes-nous pour ou contre - a traversé tout le courant socialiste dans son histoire et nous avons du mal à assumer idéologiquement la clarification. Les sociaux-démocrates allemands l'ont fait à Bad Godesberg, mais nous, nous n'avons jamais voulu le faire. Certes, une certaine clarification a été réalisée avec Pierre Mauroy au congrès de l'Arche, mais elle était déjà à l'œuvre, sans être dite ni décrite.

Vous vous rappelez que le Front populaire tourne aussi autour de cette question. La question de l'exercice du pouvoir et de la conquête du pouvoir, c'est Léon Blum qui, par subtilité, trouve une formule pour rassurer la base en disant : « On ne trahit pas, on n'est pas dans la

conquête du pouvoir, on en est à l'étape de l'exercice du pouvoir où on doit faire le boulot pour défendre les intérêts des travailleurs dans un moment donné ».

Et d'une certaine façon cela va continuer. « Oui, à l'économie de marché, non à la société de marché ». C'est pourquoi je ne critique pas la formule de Lionel Jospin parce qu'il essaie de théoriser, il a toujours fait des efforts de ce point de vue-là. Lors des journées de formation à la Rochelle, quand il était Premier ministre, il les a souvent conclues en essayant de théoriser.

Evoquer l'économie de marché, c'est déjà admettre que notre action va se dérouler dans le cadre de l'économie de marché. Mais dire non à la société de marché n'est pas qu'une subtilité. C'est aussi la défense de certains services publics, de l'action publique, ne pas laisser le marché tout réguler.

Dans cette approche se situe un espace pour la social-démocratie, pour la gauche socialiste. Qui aujourd'hui défend une position totalement contraire et qui est pour la rupture ? Cette position est à l'œuvre plutôt chez Jean-Luc Mélenchon et la France insoumise. Je ne parle pas du reste de l'extrême gauche.

Le Parti communiste a longtemps soutenu cette thèse, puis, petit à petit il a évolué. Aujourd'hui je ne pense pas que les communistes, même s'ils ne le disent pas non plus parce qu'ils ne veulent pas le théoriser, pour autant ils ne sont pas pour sortir de l'économie de marché. Quant aux écologistes, ils sont traversés aussi par cette contradiction.

Je rebondis sur une formule qu'a employée Boris Vallaud, parce qu'il y a quelque chose qui me gêne actuellement, je vous le dis en toute franchise, c'est se revendiquer d'être « la gauche de gouvernement », comme le font certains. Je ne pense pas que l'on pourra reconquérir la confiance des masses, comme on disait à une époque, si nous nous contentons de dire : « nous sommes la gauche de gouvernement ».

Il faut être à la fois la gauche du mouvement social et la gauche en capacité de gouverner. Il faut faire la synthèse des deux gauches et ne pas opposer

l'une à l'autre. Si nous apparaissions uniquement que comme la gauche de gouvernement, assurant une bonne gestion, cela ne va pas être ni très excitant ni très séduisant, notamment pour les nouvelles générations.

Incarner une espérance

Il faut bien sûr gérer sérieusement les affaires du pays. D'ailleurs Jean Peyrelevade pourra le rappeler : Pierre Mauroy, lorsqu'il est Premier ministre en 1981, est tout de suite confronté à cette question de la gestion. Entre l'élection de François Mitterrand, le 10 mai, sa prise de fonction comme président de la République et l'arrivée au pouvoir de Pierre Mauroy, la France voit sa situation financière se dégrader et connaît une fuite des capitaux phénoménale. L'une des premières mesures qu'il doit prendre, c'est de redresser le cours des choses.

C'est difficile, c'est dur, mais c'est aussi tirer les leçons de certaines difficultés et de certaines erreurs au moment du Front populaire. Nous devons donc parler un langage de vérité courageux. Nous avons la responsabilité de l'État et des intérêts majeurs du pays et en même temps nous devons être porteurs des idéaux, des besoins et des souhaits de transformation sociale.

Je crois qu'un Parti socialiste qui rassemblera ses différentes sensibilités, je l'espère - faut-il un nouvel Épinay dans cette période ? C'est sans doute souhaitable - devra être capable de continuer à faire écho, en lien avec le mouvement social, aux revendications du monde du travail.

Les questions de la justice sociale, des salaires et des conditions de travail ne sont pas des questions dépassées, elles restent toujours d'actualité. Mais d'autres ont émergé comme, notamment, les revendications féministes et la lutte contre le racisme qu'il n'y a pas de raison de laisser aux autres. C'est cela le socialisme, pour moi. Et c'est ce qui m'a d'ailleurs conduit à vouloir y adhérer à l'époque, comme je vous l'ai rappelé tout à l'heure. Et c'est pour cela d'ailleurs que je continue d'y rester fidèle, même si je vois bien les difficultés, les menaces et les risques.

Surtout il faut pouvoir continuer à incarner une espérance. C'est fondamental mais aujourd'hui ce n'est pas spontané. Nous n'incarbons pas cette espérance, il faut en être conscient. Mais personne ne l'incarne vraiment alors que nous vivons dans un monde dangereux, un monde angoissant, en particulier pour les jeunes qui s'interrogent sur la difficulté de la transition énergétique et sur le défi climatique. Ils estiment que nous n'allons pas assez vite ni assez loin et on les comprend.

La question sociale traverse toutes ces questions. En outre, le retour des empires, la fin d'une certaine idée du multilatéralisme issu de la Seconde Guerre mondiale, la montée des populismes, les États-Unis, cette grande démocratie au bord du déchirement, et ce n'est pas fini, tout cela est angoissant et inquiétant. Il faut que nous soyons capables d'apporter des réponses et des solutions qui rassurent et de les construire, pas simplement entre adhérents du Parti socialiste, mais en trouvant les mécanismes et les modalités pour les construire aussi avec la société. Parce que je pense que la question démocratique doit prendre des formes nouvelles, il faut qu'on en fasse la démonstration.

Des témoignages libres et respectueux

Un dernier mot. En relisant cette histoire à laquelle nous sommes nombreux à avoir participé, je suis quand même impressionné par le travail qui a été fait par les socialistes après Épinay, notamment par les conventions nationales qui rédigeaient les propositions qui nous ont été ensuite utiles pour gouverner.

Si je prends la question de la décentralisation par exemple, qui a été une réforme considérable, elle a été préparée dans le Parti socialiste avec les élus, mais aussi avec François Mitterrand, Pierre Mauroy et Gaston Defferre qui en ont été les grands acteurs et qui ont bâti quelque chose de fort. D'ailleurs on nous disait qu'il était impossible de donner l'exécutif au président de région et au département et puis au préfet et d'organiser des élections au suffrage universel, nous l'avons pourtant fait.

Je voudrais dire encore un dernier mot. Ce qui me choque aussi beaucoup, c'est la culpabilisation que les socialistes sont capables de vivre et d'affirmer par rapport à l'exercice du pouvoir. Bien sûr il faut tirer les leçons de nos erreurs et de nos échecs, mais il faut le faire de façon intelligente et utile.

Exercer le pouvoir n'est pas une trahison. C'est pour cela que je faisais référence à l'histoire du Front populaire. On a dit au début qu'il s'agissait d'une trahison, puis après, avec le recul, on a reconnu que le Front populaire a été formidable. Même aujourd'hui Jean-Luc Mélenchon se réclame du Front populaire, c'est dire.

Mais pourquoi n'arriverait-on pas à être un peu plus fiers de ce qu'on a été capables de faire aux différentes étapes où nous avons exercé le pouvoir, que ce soit avec François Mitterrand et Pierre Mauroy, puis ensuite avec Lionel Jospin, et puis récemment avec François Hollande ? Je vous renvoie à un travail qui est remarquable et que nous pouvons revendiquer, c'est celui qui a été fait par la Fondation Jean Jaurès. Il s'agit d'un livre, qui doit encore être à votre disposition, qui dresse un inventaire des cinq ans de la présidence Hollande. C'est un inventaire honnête, qui n'a pas pour objectif de tout détruire, mais qui en même temps reconnaît des erreurs et même des fautes.

Il repose sur une méthode que j'ai trouvée excellente : les témoignages de tous ceux qui ont été consultés pour donner leur appréciation sur ce bilan ont été des témoignages anonymes. J'ai donné mon témoignage, avec beaucoup d'autres. Aucun n'est nominal. Témoigner de façon anonyme ne signifie pas que nous nous sommes cachés pour dire ce que nous avons à dire, mais cela rend le témoignage plus libre et plus respectueux. Je vous invite vraiment à lire ce livre¹. Je pense que les socialistes aujourd'hui, du moins ceux qui exercent les responsabilités du pouvoir au Parti et au groupe parlementaire, devraient s'en inspirer.

1 - *Inventaire 2012-2017, retour sur un quinquennat « anormal »*, sous la direction de Alain Bergounioux, Gilles Finchelstein, Maud Fassnacht et Mathieu Souquière, novembre 2018.

/ **ERNST STETTER**

Je voulais juste répondre à une phrase que Boris Vallaud a dite : les sociaux-démocrates et les socialistes ont-ils sous-estimé les conséquences de la chute du mur de Berlin en 1989 ? Je crois que c'est un sujet sur lequel qu'il faut réfléchir : avons-nous sous-estimé cet élargissement de l'Union européenne, qui a été rapidement voulu surtout par beaucoup de socialistes et sociaux-démocrates en Europe ? Peut-être oui.

/ **BORIS VALLAUD**

Je ne parlais pas de l'élargissement de l'Union européenne, mais de ce que pouvait avoir de charge symbolique et politique, même sur la structuration politique, la chute du mur de Berlin.

/ **ERNST STETTER**

Oui, mais cela a changé l'histoire de l'Europe.

/ **BORIS VALLAUD**

C'est ce que je voulais dire.

/ **ERNST STETTER**

Ce que nous avons sous-estimé, c'est l'élargissement qui a suivi trop rapidement avec ses conséquences : la crise financière de 2007 et la crise

migratoire de 2015-2016. Nous avons sous-estimé que cela devrait être suivi par une refondation de nos idéologies. On doit se rappeler la discussion entre le gouvernement de Lionel Jospin et celui de Gerhard Schröder. C'est-à-dire la question : que signifie « New Labour », les nouvelles formes de production et la globalisation.

Nous avons trop sous-estimé aussi ce qui se passe avec la percée de la Chine et les modes de production qui ont changé énormément. C'est le défi pour nous, nos idéologies, nos programmes et nos politiques.

Mais, je crois que la chute du mur pour les Allemands a été quelque chose de formidable parce que c'était une révolution et qu'elle n'a fait aucun mort. Je suppose que pour vous aussi, en France.

/ JEAN PEYRELEVADE

Je vais répondre aussi d'un mot à l'intervention de Boris Vallaud. Quand j'étais jeune socialiste, un travail permanent était fait à tous les niveaux à l'intérieur du Parti socialiste : des commissions qui mélangeaient des parlementaires et des représentants de la société civile, un comité d'experts qui avait été monté autour de François Mitterrand et des publications régulières. Sur le fond, beaucoup de travail était réalisé.

Je me pose aujourd'hui la question : quel est le bilan du Parti socialiste depuis 2017 ? Il se trouve que je suis toujours militant socialiste, je reçois donc par réseaux sociaux maintenant et par internet, les communications du Parti socialiste. Je peux dire, puisqu'on est entre nous, que je les trouve sur le fond d'un niveau à peu près nul.

On a parlé écologie. Quel est le programme écologique du Parti socialiste ? Vous le connaissez ? Je ne le connais pas. Cela fait des années que je plaide pour essayer de réduire l'opposition capital-travail qui est dominante en France et pour qu'on essaye de se rapprocher du capitalisme de cogestion, de codécision d'Europe du Nord. Avant le programme de Bad Godesberg du SPD, la CDU a tenu très tôt après sa

création en 1945 un congrès où elle a affirmé : le capitalisme pur, nous n'en voulons pas. Qui s'intéresse à cette question, au sein du Parti socialiste aujourd'hui ? Personne. Quand vous mettrez-vous au travail ?

/ MICHEL DESTOT

Avec un peu de recul, j'ai l'impression qu'il y avait, dans cette décennie 1971-1981, quelque chose de très fort, un mouvement dialectique difficile, on l'a dit, avec des moments éprouvants, d'autres qui étaient des réussites, et qui essayait de concilier quatre choses.

La première, c'était d'avoir un projet, un programme sur le fond même s'il a changé en cours de route. Des débats se déroulaient à l'intérieur du Parti socialiste. J'étais dans l'Isère, entre Louis Mermaz et Hubert Dubedout, ce n'était pas minable, cela avait une réalité. Il y avait du monde pour débattre de toutes ces questions. Il fallait qu'il y ait effectivement cette capacité.

Le second point, c'est ce qu'incarnait le mieux Pierre Mauroy : le rassemblement. Le rassemblement des forces socialistes, social-démocrates internes ou externes d'ailleurs, elles n'étaient pas toutes à l'intérieur du Parti socialiste, qui créent mouvement.

Le troisième point, c'est évidemment un leader. Cela comptait énormément, on ne va pas se raconter d'histoires. On allait d'élection en élection avec une crédibilité qui était la plus forte parce que les socialistes avaient un leader qui était perçu.

Le quatrième point, c'est la stratégie. On dit un peu rapidement l'union de la gauche. Non, c'était l'union de la gauche avec un Parti socialiste dominant. Personne ici peut expliquer qu'au fond on était indistinctement pour François Mitterrand ou Georges Marchais président de la République. Non, 99 % des socialistes, en tout cas l'électorat socialiste, étaient pour l'union de la gauche avec des socialistes dominants. Ce qui explique effectivement qu'il y avait une crédibilité d'ensemble pendant cette période qui était forte. François Mitterrand s'est présenté trois fois

à la présidence de la République: en 1965, 1974 et 1981. Les deux premières fois, il était le représentant de toute la gauche, la troisième fois il était principalement le candidat du PS, Georges Marchais représentant le PCF. C'est alors qu'il l'a emporté! « L'union de la gauche est un combat! » aimait-il répéter...

On peut distinguer ce qui se passait au plan national et ce qui se passait au plan départemental, régional ou au plan des collectivités. Mais c'était à condition d'acceptation au niveau national d'un leadership du Parti socialiste. Et je crois que nous devrions aujourd'hui regarder à travers cette analyse, ce mouvement de fond de la décennie 71-81, ce que nous devons faire aujourd'hui. Je pense que sur les quatre points, il y a du travail.

/ **JEAN-MARC AYRAULT**

Juste un mot à Michel. Tu évoques un « parti socialiste dominant ». Lorsque se réunit le congrès d'Épinay, il ne l'est pas. Mais ce qui est intéressant, c'est qu'il existe une dialectique entre l'union de la gauche à laquelle le Parti socialiste va rester fidèle jusqu'aux élections présidentielles de 1981 - alors qu'il y a des tentations de s'en éloigner parfois à l'intérieur (François Mitterrand sera intransigeant, il aura même des formules très dures sur l'unité) - et dans le même temps l'affirmation d'une identité. Les deux démarches vont de pair. Je ne veux pas engager une discussion théorique mais c'est vrai qu'à chaque étape, l'union va profiter au Parti socialiste.

/ **MICHEL DESTOT**

Tu parles en leader du Parti socialiste. L'opinion publique n'a pas tout à fait perçu ainsi l'union de la gauche. Lors de l'élection de 1974, François Mitterrand représentait l'ensemble de la gauche. En 1981, les difficultés

rencontrées avec le Parti communiste ont conduit à une candidature socialiste et à une candidature communiste au premier tour, ce qui a un peu désespéré le Parti socialiste. Mais au niveau de l'opinion publique, c'était le contraire : François Mitterrand a gagné plus facilement en ayant un premier tour avec deux candidats et l'union au second tour.

/ JEAN-PIERRE BALLIGAND

Je n'ai pas l'expérience des deux intervenants précédents, mais en tant que simple député pendant trente ans, la première chose que je voudrais dire, c'est d'abonder dans le sens de l'intervention d'Henri Nallet. Henri Nallet a parlé de la JEC et de tout ce qui se passait aux périphéries du champ politique. Il y a eu en effet une extraordinaire mobilisation. J'ai participé aux Assises du socialisme parce que j'étais jeune militant, étudiant, lié à la CFDT et membre du mouvement rural de la jeunesse chrétienne (MRJC).

Le premier acte que j'ai fait a été non pas de rejoindre Michel Rocard, qui était très proche d'Edmond Maire et de tout ce mouvement, mais d'aller vers celui qui, pour moi, représentait le mieux la classe ouvrière parce qu'il savait parler aux ouvriers. Pour moi, c'était l'un des rares du Parti socialiste qui savait le faire, c'était Pierre Mauroy. Je ne suis ni du Nord, ni du Pas-de-Calais, pour dire les choses clairement.

Ce que je veux dire, c'est que, certes aujourd'hui, nous sommes confrontés à un certain nombre de difficultés mais qu'en même temps des potentialités existent, notamment dans l'économie sociale et solidaire. Dans l'économie circulaire aussi, beaucoup de choses se passent, managées par des camarades, y compris parmi ceux qui nous ont quittés ; je pense au groupe Vitamine T, dans la région lilloise, présidé par André Dupon, qui compte 7700 salariés aujourd'hui et 70 millions d'euros de haut de bilan. Tout cela dans un système coopératif.

Le mouvement socialiste ne travaille pas assez sur ces questions-là. Telle est ma première réflexion.

Ma deuxième réflexion porte sur le débat que Fabien Roussel a entamé, peut-être maladroitement, sur la question du travail, qui est fondamentale pour les classes populaires et pour la gauche. Nos systèmes ne sont pas des systèmes d'assistanat, ce sont des droits qui s'ouvrent parce qu'il y a des cotisations sociales. Si c'est bien que ce soit le responsable du Parti communiste qui aborde cette question, je trouve que nous, nous en sommes très absents.

Par ailleurs, François Ruffin ne dit pas que des bêtises sur la spatialisation de la pauvreté en France et du prolétariat parce que, aujourd'hui, ce sont les ouvriers qui reculent géographiquement des métropoles. Il a raison de dire que Jean-Luc Mélenchon n'incarne pas le prolétariat mais d'autres catégories sociales du monde des métropoles. Je trouve qu'on devrait travailler aussi sur ces questions-là.

J'entends dire qu'il faut faire de la social-démocratie. Avec le groupe que j'ai monté, le Cercle des socialistes disparus, nous sommes en train d'écrire des textes que nous allons montrer prochainement à un certain nombre de personnes présentes aujourd'hui. Je pense qu'il faut que nous travaillions sur cette question de la représentation des classes populaires. Enfin, il faut que nous soyons vigilants à la paupérisation des classes moyennes, à la spatialisation de toutes ces catégories sociales qui se sentent abandonnées. Pour elles, il n'y a plus de frontière politique et le basculement est très facile vers le populisme et l'extrême droite.

/ **LAURENT JOFFRIN**

Deux dernières interventions.

FRÉDÉRIC ROSMINI

Je vais être très rapide. Premièrement, nous ne sommes pas là pour faire un colloque sur la réinvention du socialisme mais pour parler de Pierre Mauroy et de ce qu'il a incarné dans le socialisme français.

Je pense que dans tous nos travaux, nous faisons insuffisamment de place aux deux premières décennies de Pierre Mauroy dans le mouvement associatif (les décennies 50-70). Jusqu'au milieu des années 70 Pierre Mauroy a forgé ses convictions, sa manière d'agir, sa manière de considérer comment on peut être personnellement responsable tout en favorisant la réflexion collective au sein du mouvement associatif français et s'il citait volontiers Léon Blum et Jean Jaurès, c'est Léo Lagrange qui restait son modèle.

On effleure à peine cette séquence alors que ce n'est pas une question anecdotique. Pierre Mauroy et le mouvement associatif et Pierre Mauroy et la vie politique s'interpénètrent fortement. Et d'ailleurs une partie de ceux qui l'ont accompagné durant ces années tels que Bernard Derosier, Geneviève Domenach-Chich ou moi-même étions à la fois des dirigeants Léo Lagrange et des cadres du courant Mauroy.

L'autre question que je voulais aborder relève de la dimension purement historique. Elle porte sur un complément que je veux apporter sur le congrès de Metz. Ce congrès reste, pour moi, le moment le plus important de ce que j'ai connu aux côtés de Pierre Mauroy, (j'ai vécu tous les congrès depuis Épinay).

Au congrès de Metz, Pierre Mauroy ne voulait pas rompre avec François Mitterrand, mais en même temps beaucoup de nos camarades étaient favorables à une alliance avec Michel Rocard. Nous avons passé une journée entière à débattre avec les membres du conseil national de la motion pour savoir si on rejoignait François Mitterrand ou si on créait une grande coalition d'opposition avec Michel Rocard. Nous l'avons emporté de deux ou trois voix, avec un Pierre Mauroy qui, il faut bien le dire, a flotté ce jour-là.

Je pense que ce petit complément est utile parce qu'effectivement il n'y avait pas Pierre Mauroy d'un côté et Gaston Defferre de l'autre car bien qu'ayant fait des choix différents à l'entrée du congrès les deux personnalités restaient soucieuses de ne pas « insulter l'avenir ».

Par ailleurs ce congrès de Metz se caractérise par une dimension politique importante : c'est, en effet, la première (et la dernière fois) que les mauroyistes se sont comptés, en tant que tels, dans un congrès, où nous avons été amenés, en tant que « courant B », à nous différencier de François Mitterrand, de Michel Rocard et de Jean-Pierre Chevènement. Et je me plais à rappeler que dans les Bouches-du-Rhône nous avons obtenu plus de voix pour le courant Mauroy que dans le nord, ce qui avait contribué au crédit de notre motion.

/ MICHEL DESTOT

François Mitterrand a été élu président en 1981, alors que la gauche avait échoué aux législatives de 1978. En cas de victoire en 1978, on peut penser que François Mitterrand serait devenu Premier ministre dans le cadre d'une cohabitation. Il aurait eu notamment à gérer deux chocs pétroliers, Valéry Giscard d'Estaing se tenant en réserve. Et en 1981, ce dernier aurait pu l'emporter, empêchant François Mitterrand de devenir un jour président de la République...

En tous cas, si la rupture du programme commun a pu entraîner la défaite de la gauche aux législatives de 1978, elle n'a pas empêché François Mitterrand d'accéder à l'Élysée.

CONCLUSION

PATRICK KANNER

*Sénateur du Nord, président du groupe socialiste, écologiste
et républicain*

A LA MÉMOIRE DE PIERRE MAUROY : AU TRAVAIL !

Comment commencer une conclusion après une telle richesse ? Tout d'abord par des remerciements. Je vois dans la salle Jean-Pierre Balligand et deux Bernard qui ont été des inspirateurs à mon niveau. Bernard Derosier m'a accueilli au département au siècle dernier. Et mon professeur de fac, mon professeur de droit constitutionnel, mon cher Bernard Toulemonde ici présent qui est un fidèle de nos réunions. J'espère que je n'ai pas trop mal tourné. Pas encore, j'espère que cela va durer.

Le parti d'Epinay est mort

Pour commencer mon propos, je vous dirais : mais comment en sommes-nous arrivés là ? Cela me fait penser au film d'Henri Verneuil, que vous

avez peut-être vu, Mort à Zuydcoote, où Jean-Paul Belmondo, à la fin, meurt en disant : « Mais qu'est-ce qu'il m'arrive ? ».

Qu'est-ce qu'il m'arrive ? Qu'est-ce qu'il nous arrive ? Mes chers camarades ou anciens camarades ou futurs camarades, je n'en sais rien. En tout cas que nous arrive-t-il aujourd'hui ?

Puisque Boris a évoqué son parcours personnel, je voudrais dire que j'ai été d'abord au CERES, que j'ai voté pour François Mitterrand au congrès de Metz, le premier congrès auquel j'ai participé physiquement. Ensuite, j'ai été « capté » par Pierre Mauroy qui avait été traité, à l'époque, de social-médiocrate dans certains congrès du CERES. Après j'ai été adopté par la Hollande. J'ai une vision assez intéressante peut-être de ce qu'a été et de ce qu'est devenu le Parti.

Mon premier maître à penser, Jean-Pierre Chevènement, disait qu'il faut toujours appliquer le triptyque - même s'il devrait aujourd'hui se l'appliquer en partie - : comprendre, vouloir, agir. Il faut d'abord comprendre que l'action ne vient que s'il y a une volonté politique. Mais d'abord comprendre.

Que nous arrive-t-il aujourd'hui ? Le débat qui a eu lieu cet après-midi montre que le Parti socialiste est en panne de refondation idéologique. Je pèse mes mots, je crois que le parti d'Épinay est mort. Épinay eu lieu en 1971, trois ans après les événements de mai 1968 ; il a été bâti autour de nouvelles libertés, d'une nouvelle justice, de nouveaux droits. Épinay était un souffle vers l'avenir.

Ce Parti, qui a plus de cinquante ans, doit aujourd'hui tourner une page. Le socialisme n'est pas mort mais le parti d'Épinay est plus que mal en point, il est subclaquant. Je n'ose pas vous dire combien il reste de cartes actives au Parti. Nous sommes aujourd'hui rentrés dans une logique groupusculaire, dans un climat crépusculaire. Boris a eu raison de dire qu'il n'est pas là pour éteindre les lumières, moi non plus, mais je vous assure que l'interrupteur n'est pas loin.

Ce qui est extraordinaire, c'est que nous jouons aujourd'hui, moi, l'ancien ministre des Sports, en Ligue 2, voire en nationale, alors que nous avons plein de joueurs de Ligue 1, les groupes parlementaires. C'est quand même

paradoxal ! Je rappelle que Boris et moi « co-présidons » aujourd'hui le plus grand groupe parlementaire, avec quatre-vingt-quinze parlementaires, plus que LFI, disons-le. Au Sénat, j'ai la chance de présider le premier groupe de gauche et le deuxième groupe du Sénat. La chance et l'honneur. Nous gérons cent villes de plus de trente mille habitants et 30 % des villes de plus de cent mille habitants. Nous gérons une petite trentaine de départements, cinq régions, six si on y rajoute la Martinique avec Serge Letchimy qui est quand même très proche de nous.

Nous avons des think tanks. Nous avons une galaxie socialiste qui continue à tourner, mais on a l'impression que nous sommes aujourd'hui des supplétifs de la gauche rassemblée. C'est injuste et je crois que c'est mortifère. Toute la question qui est devant nous est de comprendre ce qui nous est arrivé. On ne peut pas terminer ce colloque sur Pierre Mauroy sans se dire : que penserait-il aujourd'hui de la situation ? Même si on ne fait pas parler les morts.

La décision historique de François Hollande

En tout cas, LFI est une interrogation pour nous tous. Elle n'existe pas au Sénat, donc je n'ai pas les mêmes contraintes que celles que peut vivre Boris et qui ne sont pas simples. Nous en parlons régulièrement dans un climat de grande confiance. Nous montons de plus en plus de choses ensemble et c'est tant mieux. Mais LFI, c'est un coup de maître venant d'un maître en politique. J'ai regardé la carrière qu'on a connue, comme beaucoup d'entre nous, de Jean-Luc Mélenchon. En 1988, c'est la création de la Gauche socialiste, qui dure vingt ans au sein du Parti. Il n'arrive pas à gagner le moindre congrès mais il fait des scores honorables, avec des personnages importants autour de lui. Puis c'est le Parti de gauche quand il quitte le parti en 2008, LFI en 2016 et la NUPES en 2022. Et c'est, toujours en 2022, le Front populaire annoncé dimanche dernier.

Le point commun, c'est Jean-Luc Mélenchon. Il imagine, trouve, organise autour de sa personnalité, avec pour seul objectif la prise du pouvoir : en

interne au PS, en interne au sein de la gauche et aussi au niveau national. Le seul problème, c'est que cela ne marche pas.

Toute la question pour nous, dans la reconstruction idéologique qui devra être la nôtre, c'est de savoir quelle tactique adopter par rapport à Jean-Luc. Certains pensent qu'on va arriver à le doubler sur sa gauche ou sur sa droite en lui suçant la roue, et par une forme d'aspiration, on va prendre la main. D'autres pensent au contraire qu'il faut considérer que l'accord du 10 avril et des semaines suivantes est un accord ponctuel, circonstancié dans le temps et dans l'espace.

Je ne sais pas où se situe la vérité mais ce dont je suis certain, c'est que nous ne pouvons pas bâtir l'avenir du Parti socialiste uniquement autour de l'ambition personnelle de Jean-Luc Mélenchon. Nous devons faire ce travail de conventions nationales, que tu as rappelé, qui n'a pas été fait depuis beaucoup trop d'années.

Ce travail aurait dû être fait après - je le dis - la décision historique de François Hollande de ne pas s'être représenté à l'élection présidentielle. Quand on est président sortant, on défend son bilan. Je le lui ai dit en personne et je pense qu'il le pense maintenant. Mais c'est trop tard. Quand on est président de la République on ne passe pas par la « case des primaires ». C'est ainsi. C'est une erreur collective, une erreur personnelle. De là commencent nos difficultés.

Quand Boris a dit tout à l'heure : « nous sommes rentrés à vingt-sept à l'Assemblée nationale après la non-candidature de François Hollande », il y a eu un événement intermédiaire : la candidature de Benoît Hamon, le programme qu'il a présenté et la perte totale de crédibilité qui a été la nôtre. Je rappelle que Benoît Hamon n'était pas le candidat du Parti socialiste. Il était le candidat du Parti socialiste, des Radicaux de gauche, des Verts et des citoyens, et il fait 6 %. Telle est aussi la réalité arithmétique. Nous devons donc reconstruire ce projet idéologique. Et, puisque je disais qu'Épinay pour moi est mort, il faut le reconstruire sur un triptyque qui a été très largement évoqué par les uns et par les autres et que je vais essayer de synthétiser.

Ne pas avoir le socialisme honteux

Le triptyque, c'est bien sûr l'égalité sociale, nous devons rester les tenants de l'égalité sociale, de la lutte contre toute forme d'inégalité, c'est évident. Dans ce triptyque, la question de la République et de la conception que nous nous en faisons qui doit être reposée : l'autorité, la sécurité, le service public, la laïcité, tout cela doit être évoqué.

Je vais vous donner un exemple concret. Nous avons voté favorablement pour la loi d'orientation sur les moyens du ministère de l'Intérieur, en conscience, après un grand débat au sein du groupe. Il y a eu des abstentions, mais majoritairement, nous avons estimé que la gauche ne pouvait pas voter contre quinze milliards donnés aux forces de police et pour la création de deux-cents brigades de gendarmerie. Peut-être aurions-nous pu nous abstenir, mais il y a eu un vote favorable.

Je sais que ce n'est pas évident de trouver un accord politique au sein de l'Assemblée nationale, mais en tout cas je souhaite ne pas avoir mis en difficulté Boris et les camarades députés. Au Sénat, beaucoup d'entre nous ont voulu se démarquer, je le dis très clairement, d'une démarche qui vise à se soumettre à une expression comme « La police tue ». Ce n'est pas possible. Darmanin est satisfait mais on l'a critiqué sur la police judiciaire, etc., je ne rentre pas dans les détails. Voilà pour l'image, l'idée de la République. Et il y a, bien sûr, la transition écologique, c'est aussi un élément indispensable.

Face à ces questions, il faut être radical. Je n'ai pas peur du mot radicalité, le mot de rupture a été aussi utilisé. La gauche socialiste, celle des solutions gouvernementales, celle du mouvement, Monsieur le Premier ministre, c'est aussi la gauche qui ose parler de questions que nous ne traitons plus, comme la construction de l'Europe d'aujourd'hui. Quand je verrai un jour un drapeau européen dans un meeting de LFI, je serai content. Ce n'est pas encore le cas.

Sur la question de l'égalité femmes-hommes aussi, nous sommes encore très insuffisants. Il en va de même sur le discours à la jeunesse et les solutions en direction des jeunes qui aujourd'hui sont un peu perdus dans

notre société. La question de la ruralité dans notre pays interroge aussi au regard des scores du Front national dans les campagnes. Si nous ne sommes pas capables d'apporter une réponse à ces populations qui sont aujourd'hui en rupture avec la République, nous ne serons pas la hauteur de l'enjeu.

Je vais m'arrêter là. Je veux terminer en vous assurant que les parlementaires, sénateurs et députés, sont dans une démarche de détermination et pas dans une logique de soumission. Les enjeux du congrès sont une chose, la réalité de la galaxie socialiste dans toutes ses forces en est une autre.

Nous avons géré, nous gérons des collectivités ; nous avons dirigé le pays quatre fois de suite sous la V^e République. Et nous sommes liés à des partenaires qui n'ont jamais occupé ces responsabilités. Les Verts gèrent des villes importantes, ils ont été au gouvernement. Nos camarades, nos collègues concurrents de LFI n'ont jamais rien géré en responsabilité territoriale ou au niveau national, en dehors de l'expérience personnelle de Jean-Luc Mélenchon. Donc nous n'avons pas à avoir - Boris le disait - le socialisme honteux. Nous ne sommes pas là pour raser les murs.

Si nous avons un message à faire passer, et si Pierre Mauroy nous regarde il doit être en colère à certains moments ! Mais Pierre Mauroy a eu cette belle phrase : « Les hommes passent comme le reste, les idées justes, elles, ne meurent jamais ».

Je pense que l'idée juste qu'est le socialisme ne meurt pas. Simplement, aujourd'hui la menace du Front national est énorme, y compris pour 2027, les populismes menacent. Notre détermination n'a de sens que si chacun d'entre nous prend sa part à la reconstruction de l'édifice. Ces colloques sont très sympathiques, et je salue notre ami du SPD. Mais si nous repartons en disant : « on a bien colloqué et on en reste là » - nous ne ferons pas notre travail. A la mémoire de Pierre Mauroy, mes chers amis, je vous dis : Au travail !

L'Institut Pierre Mauroy s'inscrit dans la continuité de l'association des amis de Pierre Mauroy créée en décembre 2013, à l'initiative de quelques amis et collaborateurs de l'ancien Premier ministre.

Bien au-delà de la nostalgie de quelques compagnons, il s'agit avant tout de faire vivre la mémoire et mettre en valeur les actions de cette personnalité, qui a profondément marqué plus de soixante années de la vie politique française en général et le mouvement socialiste en particulier.

Homme de convictions et d'engagements, esprit curieux et novateur, fidèle en amitiés et aux principes acquis dans ses jeunes années, Pierre Mauroy reste un exemple à suivre dans la conduite des affaires publiques et dans cette période difficile, le message qu'il nous transmet, se révèle des plus actuels.

Dans cet esprit, l'Institut Pierre Mauroy, doté de nouveaux moyens et s'appuyant sur un réseau plus étoffé, élargit son champ d'actions par la mise en valeur d'un patrimoine d'archives, déjà très conséquent, l'organisation et le soutien de colloques ou des manifestations thématiques, l'attribution annuelle d'une bourse universitaire et bien entendu des publications numériques ou sur des supports plus classiques.

institutpierremauroy@gmail.com

Réalisation : REFLETS GRAPHICS

Imprimé en France par l'imprimerie ATROIS

MARS 2023

PIERRE MAUROY ET LE RENOUVEAU DE LA GAUCHE

1971-1981

Il y a un demi-siècle, à Epinay-sur-Seine, au gymnase Léo Lagrange, du 11 au 13 juin 1971, les socialistes tenaient leur 58^e congrès. Ce congrès, officiellement congrès d'unification des socialistes, est resté dans l'Histoire sous l'appellation « congrès d'Epinay ». Il reste dans la mémoire collective comme le congrès de l'unité qui constitue le point de départ de la décennie qui va conduire le parti socialiste à la victoire en 1981. Pierre Mauroy va jouer un rôle essentiel dans cette conquête, avec, notamment, François Mitterrand.

Tout ne fut pas simple pour faire l'unité des socialistes, l'union de la gauche, l'accession au pouvoir en 1981 et l'action dans la durée, comme Pierre Mauroy l'a souvent dit lui-même. C'est ce parcours historique que ce colloque qui s'est tenu Cité Malesherbes le 20 octobre 2022 a retracé au moment où, particulièrement, le parti socialiste français traverse une passe difficile de son histoire, alors que la social-démocratie se maintient en Europe (même si elle est moins puissante qu'à la fin du siècle dernier) et exerce le pouvoir dans de nombreux Etats-membres de l'Union européenne (nord de l'Europe, Portugal, Allemagne, Espagne). Sur quelles bases la reconstruire en France ? Quelles leçons tirer de ce qui s'est passé voilà cinquante ans ?

C'est aussi à ces questions que s'est intéressé le colloque qui a réuni des intervenants qui ont fait, particulièrement aux côtés de Pierre Mauroy, ou feront demain, l'histoire de la gauche française et donc de l'avenir de la France.



5 €